

2^e Partie

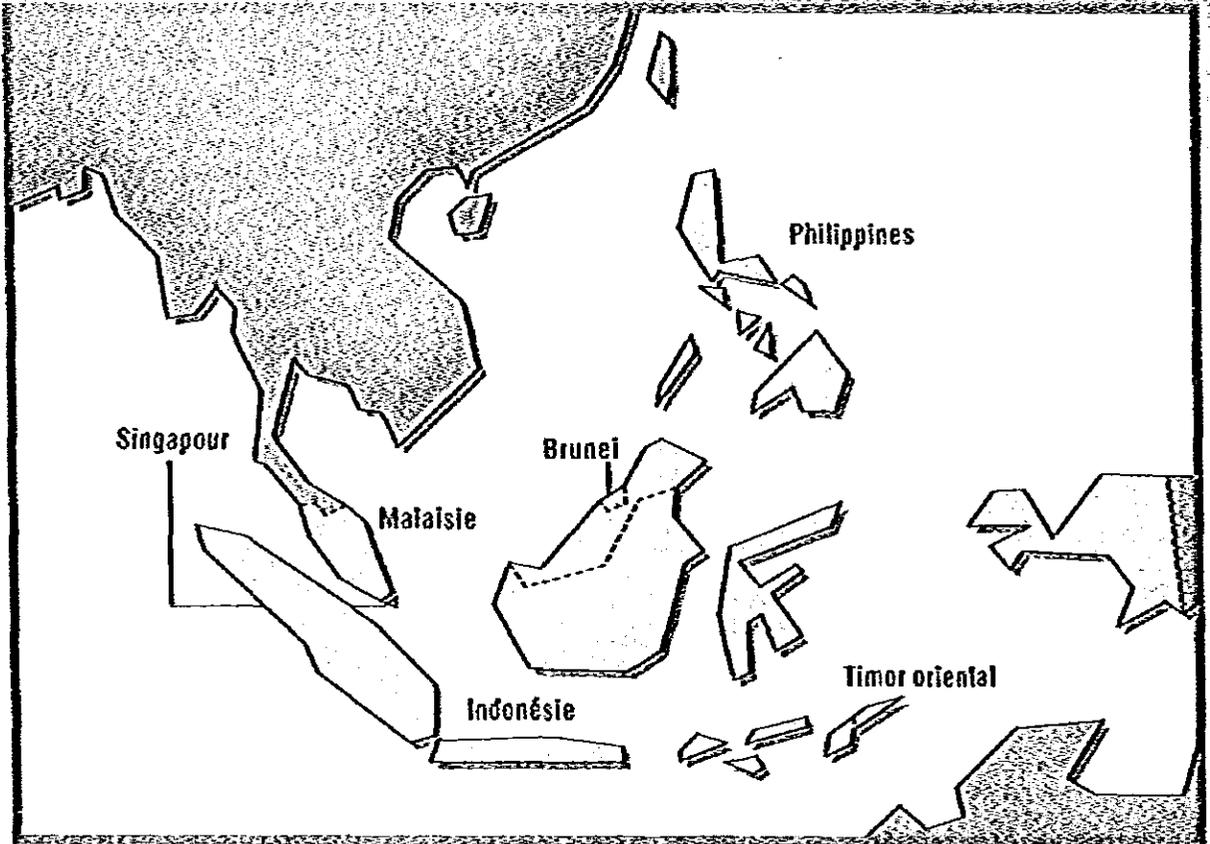
Perspectives régionales

Chapitre 1

Asie



1. Asie du Sud-Est



État actuel du développement régional

Renforcement de l'infrastructure économique et industrielle

L'Asie du Sud-Est se compose de pays très divers : Singapour, où le produit national brut (PNB) par habitant est supérieur à 25 000 dollars ; la Malaisie, qui voudrait intégrer les rangs des nations industrialisées d'ici 2020 ; l'Indonésie, puissance dominante au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) ; les Philippines, où la nouvelle administration s'emploie à reconstruire les structures politiques et économiques après les troubles politiques ; le Brunei, avec ses vastes ressources naturelles ; le Timor oriental, qui lutte pour l'accès à l'indépendance en 2002. Associés au Japon de longue date, ils entretiennent actuellement avec ce pays des relations étroites sur le plan social, politique, économique et culturel.

À l'exception du Timor oriental, ils ont tous connu dès la fin des années 1980 une croissance économique considérable, soutenue par des investissements étrangers massifs et une hausse des exportations conforme à une politique industrielle axée sur l'export. Et l'on a même vanté ces « miracles asiatiques ».



Session de formation avec un motoculteur dans le cadre du projet d'amélioration du revenu des agriculteurs et de développement régional (Philippines).

Toutefois, la crise économique qui a commencé à déferler en juillet 1997 suite à l'effondrement du baht thaïlandais a grandement affecté ces pays. Récemment, les réformes des structures économiques et l'aide internationale leur ont permis de stabiliser leurs monnaies. Leurs économies autrefois léthargiques ont amorcé la reprise grâce à une augmentation des exportations et une demande intérieure accrue. Si l'Asie du Sud-Est sort de la crise, des efforts soutenus seront toutefois nécessaires pour arriver à une croissance économique stable ; il faut en effet réformer les institutions régissant les secteurs économiques et financiers pour parvenir à une gestion saine sur le plan macroéconomique et développer l'infrastructure industrielle pour être plus concurrentiel à l'échelle internationale. L'aide aux pauvres et aux personnes socialement défavorisées, dont le nombre a augmenté rapidement suite à la crise économique, prend par ailleurs toujours plus d'importance.

La crise économique en Asie : un tournant décisif

La JICA suit une approche globale et procède à l'envoi de conseillers en matière de politique dans les

Principes fondamentaux de l'aide de la JICA en Asie du Sud-Est

Les liens étroits qui unissent de longue date l'Asie du Sud-Est et le Japon se traduisent aujourd'hui par des relations soutenues sur le plan social, politique, économique et culturel. Destinataire privilégiée des touristes du Japon, l'Asie du Sud-Est compte un grand nombre de résidents et sociétés de ce pays. Aussi, nourrit-elle de grands espoirs concernant l'orientation et l'aide que ce pays se propose dans nombre de domaines. Les projets de la JICA ont une incidence particulièrement importante sur le développement des ressources humaines et le renforcement des capacités.

De la fin des années 1980 au début des années 1990, les pays de la région ont connu une croissance économique considérable et l'on a parlé à propos de certains d'entre eux de « miracle asiatique ». Même si la région a été frappée par la crise économique des 1990, de saines mesures ont progressivement renversé les fortunes de certains de ces pays sur la voie de la reprise.

Dans ce contexte, la JICA attache une importance toute particulière à mettre en place, de manière efficace, rigoureuse et rapide, des projets répondant précisément aux besoins réels de chaque pays. Cette aide requiert dans les domaines tradition-

nels (agriculture, forêts, pêche, développement social, mines et industrie). L'Asie affronte résolument les défis posés par les nouveaux domaines : soutien aux personnes socialement défavorisées, environnement, technologies de l'information (TI), décentralisation et questions liées à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et à la France.

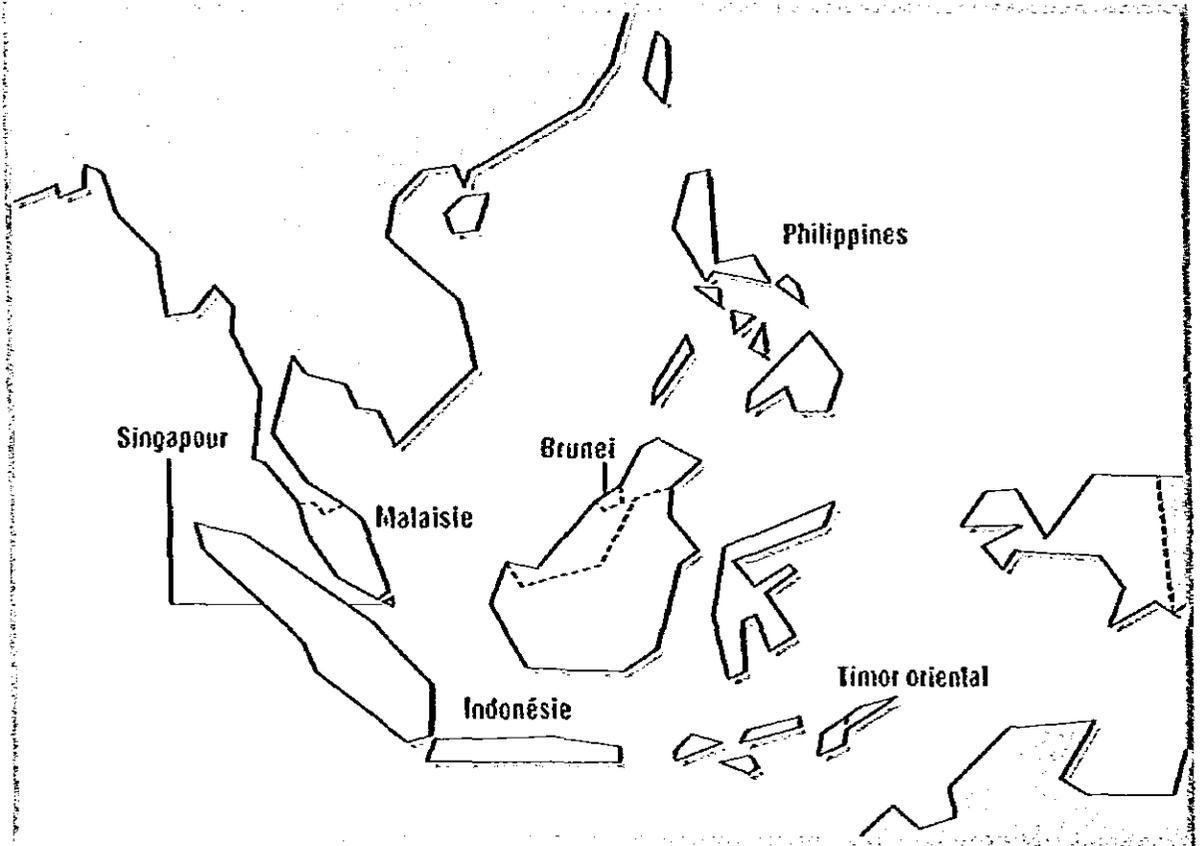
Dans la perspective d'encourager la coopération au sein de l'ANASE, nous pensons que la JICA doit s'atteler à d'autres tâches importantes, comme l'extension de la coopération Sud-Sud et la poursuite de la reconstruction au Timor oriental.

Chapitre 1

Asie



II. Asie du Sud-Est



État actuel du développement régional

Renforcement de l'infrastructure économique et industrielle

L'Asie du Sud-Est se compose de pays très divers : Singapour, où le produit national brut (PNB) par habitant est supérieur à 25 000 dollars ; la Malaisie, qui voudrait intégrer les rangs des nations industrialisées d'ici 2020 ; l'Indonésie, puissance dominante au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) ; les Philippines, où la nouvelle administration s'emploie à reconstruire les structures politiques et économiques après les troubles politiques ; le Brunei, avec ses vastes ressources naturelles ; le Timor oriental, qui lutte pour l'accès à l'indépendance en 2002. Associés au Japon de longue date, ils entretiennent actuellement avec ce pays des relations étroites sur le plan social, politique, économique et culturel.

À l'exception du Timor oriental, ils ont tous connu dès la fin des années 1980 une croissance économique considérable, soutenue par des investissements étrangers massifs et une hausse des exportations conforme à une politique industrielle axée sur l'export. Et l'on a même vanté ces « miracles asiatiques ».



Séance de formation avec un moteur tracteur dans le cadre du projet d'amélioration du revenu des agriculteurs et de développement régional (Philippines)

Toutefois, la crise économique qui a commencé à déferler en juillet 1997 suite à l'effondrement du baht thaïlandais a grandement affecté ces pays. Récemment, les réformes des structures économiques et l'aide internationale leur ont permis de stabiliser leurs monnaies. Leurs économies autrefois léthargiques ont amorcé la reprise grâce à une augmentation des exportations et une demande intérieure accrue. Si l'Asie du Sud-Est sort de la crise, des efforts soutenus seront toutefois nécessaires pour arriver à une croissance économique stable : il faut en effet réformer les institutions régissant les secteurs économiques et financiers pour parvenir à une gestion saine sur le plan macroéconomique et développer l'infrastructure industrielle pour être plus concurrentiel à l'échelle internationale. L'aide aux pauvres et aux personnes socialement défavorisées, dont le nombre a augmenté rapidement suite à la crise économique, prend par ailleurs toujours plus d'importance.

La crise économique en Asie : un tournant décisif

La JICA suit une approche globale et procède à l'envoi de conseillers en matière de politique dans les

Principes fondamentaux de l'aide de la JICA en Asie du Sud-Est

Les liens étroits qu'un siècle de longue date l'Asie du Sud-Est et le Japon se basent aujourd'hui sur des relations solides sur le plan social, politique, économique et culturel. Destinés au profit des habitants du Japon, l'Asie du Sud-Est compte un grand nombre de résidents et sociétés de ce pays. Aussi, nous a-t-elle de grands espoirs concernant l'orientation et le rôle que ce pays peut jouer dans nombre de domaines. Les projets de la JICA ont une incidence particulièrement importante sur le développement des ressources humaines et le renforcement des capacités.

De la fin des années 1980 au début des années 1990, les pays de la région ont connu une croissance économique considérable. Cette accélération a permis de faire de l'Asie du Sud-Est une région à forte croissance économique. Malgré la régression économique de 1997, de graves mesures ont progressivement permis les économies de certains de ces pays sur la voie de la reprise.

Dans ce contexte, la JICA a adopté une importance toute particulière à mettre en place de manière efficace, rigoureuse et rapide des projets répondant précisément aux besoins réels de chaque pays. Outre le rôle joué dans les domaines tradition-

nels (agriculture, industrie, aide au développement social, mines et industrie), l'Agence a encouragé récemment les défis posés par les nouveaux domaines soulevés aux personnes socialement défavorisées, l'environnement, les technologies de l'information, l'énergie et la santé, et qu'on voit dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et à la France.

Dans la période de développement accéléré au sein de l'ANASE, nous pensons que la JICA doit s'efforcer d'attirer l'attention des investisseurs de la région et de poursuivre la reconstruction au Timor oriental.

domaines requis et à la formation de fonctionnaires administratifs. Les efforts actuels des pays de la région pour relancer leur économie et retrouver la stabilité sociale portent progressivement leurs fruits. Des signes de reprise durable se manifestent en particulier à Singapour et aux Philippines, où les incidences de la crise économique ont été relativement limitées, mais aussi en Malaisie, qui a contré la crise en prenant ses propres mesures de contrôle des changes et en introduisant un taux de change fixe.

Suite en partie à la crise économique asiatique, les Philippines et l'Indonésie ont été le théâtre de bouleversements politiques. Aux Philippines, Joseph Estrada, a été élu président à une majorité écrasante après une campagne où il se présentait comme l'ami des pauvres, mais dès son investiture, l'administration

qu'il dirigeait a été entachée par des scandales de corruption à répétition. Gloria Macapagal Arroyo et son administration ont pris le relais en janvier 2001 grâce au pouvoir du peuple dont l'action a pris le nom de « People Power 2 ». En Indonésie, après la chute du régime autocratique de Suharto, président élu à vie, et celle des gouvernements dirigés par Abdurrahman Wahid puis par Baharuddin Jusuf Habibie, une nouvelle administration a été formée en juillet 2001 par Megawati Sukarnoputri.

Comme nous l'avons vu au début du chapitre, l'Asie du Sud-Est – qui regroupe les premiers membres de l'ANASE (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines et Singapour) et le Timor oriental – est bien une région tout à fait unique avec des pays possédant chacun ses spécificités propres.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Promotion de la coopération dans le domaine des TI

Concernant l'aide en matière de TI en Asie du Sud-Est, on espère que de nombreux projets seront formulés dans l'esprit des « mesures de coopération globale contre le fossé numérique international » annoncées au sommet de Kyushu-Okinawa du G-8 en 2000. L'aide fournie varie en fonction de la couverture des TI (téléphonie, par exemple) dans le pays concerné.

Ainsi, dans le cas de l'Indonésie, où les TI sont relativement peu développées, l'aide fournie devrait porter sur la mise en place de politiques et d'institutions dans des domaines touchant à la planification nationale du développement des TI et à l'éducation supérieure dans le cadre du développement des ressources humaines. Les Philippines, où les TI sont modérément développées, ont déjà bénéficié d'une assistance pour leur politique de télécommunications, dans le cadre du soutien aux politiques. Une aide est prévue pour la



Le système japonais des mini-postes de police s'est implanté à Singapour. Fort de son expérience, ce pays organise désormais des stages en pays tiers sur l'utilisation de ce système.

formation d'experts hautement qualifiés dans les TI et la promotion des industries liées à ces dernières. En Malaisie, où le taux d'utilisation des TI est très élevé, l'aide apportée sert à améliorer l'enseignement des TI et à renforcer les capacités des ressources humaines dans les domaines correspondants. Une aide est par ailleurs prévue pour l'établissement d'une « administration électronique ». La Malaisie devrait devenir un partenaire de l'aide dans le domaine des TI pour le Cambodge, le Laos, le Myanmar et le Vietnam (CLMV). Singapour, nation avancée dans le domaine des TI, devrait organiser des stages dans un pays tiers* sur les TI pour ses voisins, en tant que partenaire à part entière du Japon.

Appui aux mesures de lutte contre les pirates

Ces dernières années, les zones côtières de l'Asie du Sud-Est, et plus spécialement le détroit de Malacca, ont été assaillies par des pirates armés qui ont bouleversé

l'activité de navigation du Japon et d'autres pays. Ces zones sont les principales artères de transport maritime pour les pays avoisinants, notamment le Japon. La sécurité des vaisseaux en transit est un problème important avec une incidence directe sur les politiques et les économies des pays asiatiques. Les postes de garde-côte et les autres organisations de sécurité maritime de certains pays sont insuffisamment développés et n'ont ni l'expérience ni les compétences requises, ce qui les empêche de faire respecter l'ordre sur les mers et les océans. Au vu de cette situation, le Japon a prévu d'organiser un « séminaire sur la lutte contre la criminalité maritime ». S'adressant à un large public d'intéressés dans les pays asiatiques de 2001, il devrait également contribuer à renforcer les capacités des organisations précitées.

Aide pour l'application des accords de l'OMC

L'application des accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pose de nombreux

problèmes aux pays en développement (PED) dans divers domaines, notamment pour leur transposition dans le droit national et la formation d'experts. Afin d'aider ces PED à bénéficier des avantages du système d'échanges multilatéraux et leur donner l'opportunité de participer aux négociations commerciales multilatérales qui suivront l'*Uruguay Round*, il est très important d'aider ces pays à renforcer leurs capacités, à commencer par les organes administratifs chargés d'appliquer les accords (formation des représentants officiels, restructuration des organisations, etc.). Dans cette perspective, la JICA prévoit d'apporter son soutien à quatre pays ayant demandé une aide d'urgence : Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande.

Promotion de la coopération Sud-Sud

Les pays d'Asie du Sud-Est ont été parmi les premiers bénéficiaires de la coopération technique du Japon. Si ces pays étaient par le passé exclusivement des récipiendaires, ils agissent actuellement en tant que

Sur le terrain

Amélioration de la qualité de la vie grâce au projet d'installation d'une pompe d'alimentation en eau potable avec la participation des résidents de Tibe de Samba, dans la province de Nusa Tenggara Timur (Est)

Indonésie

Alimentation en eau potable grâce à l'aide d'une organisation non gouvernementale (ONG) locale

Programme d'habilitation communautaire

◆ Un don du soleil

Un don à l'échelle se en quatre vingt dix minutes fait part de D'ici pas (200) à Tibe de Samba. Peuple de 500 000 habitants environ, c'est une région aride avec des précipitations annuelles inférieures à 1 000 mm et une longue saison sèche.

La partie orientale de Samba est profondément sous-équipée sur le plan de l'infrastructure (routes blanches, alimentation en eau et en électricité) et ses habitants persistent qu'il était difficile d'améliorer leur cadre de vie à cause du climat et des conditions météorologiques défavorables.

Avec une ONG locale, la JICA s'est proposée d'améliorer les conditions de vie de la population du village de Karanggh (1 000 habitants environ), dans l'est de Samba. Plus précisément, elle a contribué à l'installation d'une pompe d'alimentation en eau potable. Celle-ci fonctionne à l'énergie solaire par 38 °C de moyenne de l'eau de la source située dans une vallée à 80 m en contrebas du village, facilitant ainsi l'approvisionnement en eau de l'agriculture.

◆ L'implication de l'ONG locale

Les habitants du village persistent à dire : « on ne peut pas lutter contre la nature, mais on peut améliorer du haut vers le bas ». Les membres d'une ONG locale ont pu, grâce à son aide, à eux et ils ont obtenu leur accord puis leur aide. Leurs efforts se sont avérés payants, un ouvrage a été finalement été réalisé avec la participation des villageois. Pour gagner progressivement leur confiance, les membres de l'ONG ont organisé une œuvre pour le transport de l'eau avec des bâches de pirogues et installé des canalisations avec les jeunes du village.

Trois mois après le début du projet, on pouvait pomper 50 litres d'eau à la seconde. Les femmes et les enfants, qui avaient longtemps transporté de l'eau de la vallée, ont vu leur tâche considérablement allégée. Le taux de fréquentation de l'école



De jour et de nuit pour ramener l'eau de la vallée, les enfants marquent souvent l'absence.

de l'école a augmenté et les femmes se sont activement engagées dans d'autres activités pour gagner leur vie. Le mariage s'est également amélioré, les couples mariés ayant plus de temps pour discuter ensemble.

Les jeunes du village assurent non seulement l'alimentation en eau potable, mais aussi la gestion et l'entretien des installations et des équipements associés. Un système a été instauré pour recueillir, après des consultations, les fonds nécessaires à l'entretien.

Stimulés par dix-huit mois d'efforts conjoints avec l'ONG, les jeunes de Karanggh ont constitué une coopérative avec plusieurs objectifs : recrutement de leur de fréquentation scolaire et du nombre de professeurs, affectation d'infrastructures à plein temps dans un centre de santé et obtention de pièces. Ces objectifs ont tous été atteints. D'autre part, les services d'adultes ont quadruplé et le village est aujourd'hui une ville.

(Bureau de la JICA en Indonésie)

donateurs par le biais de la coopération Sud-Sud, assurée sous la forme de stages dans un pays tiers, notamment en Indonésie, aux Philippines et en Malaisie. À Singapour, où la coopération technique du Japon a pris fin en 1998, un programme de partenariat pour le 21^e siècle, le *Japan Singapore Partnership Program for the 21st Century* (JSPP21), avait été lancé en 1997. Dans le cadre de ce programme, le Japon et Singapour ont travaillé comme de véritables partenaires en vue de soutenir les PED de la région et d'ailleurs. Au cours de l'exercice 2000, des stages dans un pays tiers*, adaptés aux besoins des différents pays, ont été organisés : programmes de formation au tourisme pour les nouveaux membres de l'ANASE (CLMV) et d'administration portuaire pour le Timor oriental. Des actions s'avèrent nécessaires en réponse à la diversification des domaines et des pays : Singapour, pays donateur émergent, devrait donc jouer un rôle important à l'avenir.

Soutien actif au Timor oriental

Par le référendum du 30 août 1999, le Timor oriental a fait sécession de l'Indonésie. Malheu-

reusement, les troubles de l'ordre public qui ont suivi ont dévasté plus de 70 % des bâtiments et autres installations sur le territoire, entraînant un afflux de réfugiés. Depuis, la reconstruction du pays a régulièrement progressé sous l'autorité provisoire des Nations unies et le pays devrait accéder à l'indépendance en mai 2002.

En mars 2000, la JICA a ouvert un bureau à Dili. Elle a aidé le Timor oriental à jeter les fondations d'un État indépendant en mettant l'accent sur trois types de développement : développement des ressources humaines et renforcement des institutions, développement de l'agriculture et des villages ruraux, et modernisation de l'infrastructure. Dans ce contexte, la JICA a réalisé une gamme étendue d'actions de coopération : stages en pays tiers en collaboration avec les pays de l'ANASE, formulation d'un plan de développement à moyen terme dans le domaine agricole, amélioration de la distribution d'eau, réalisation de cartes topographiques, amélioration de l'infrastructure et enfin, projets dans le cadre du programme d'habilitation communautaire*, en coordination avec des ONG.

Sur le terrain

Orientation technique en matière de gestion des cours d'eau

Philippines

Soutien aux mesures nationales de lutte contre les inondations s'inspirant de l'expérience du Japon dans le domaine de la gestion des catastrophes

Écrit d'experts de la coopération technique

◆ Philippines – un pays lamé par les typhons

Sur près de vingt typhons se déclarant chaque année dans les eaux territoriales philippines, huit à neuf frappent les côtes. Au cours de la dernière décennie plus de 1 000 personnes en moyenne sont mortes de sécheresses et d'inondations. Des grandes cités et des zones agricoles situées dans les plaines en bordure des cours d'eau ont été gravement touchées. Le montant des dommages causés par les inondations atteint chaque année environ 23 milliards de pesos.

◆ Mesures de lutte contre les inondations par bassin fluvial

Au vu de cette situation, le Japon et d'autres pays se sont attachés à la construction de jettées et au dragage du lit des bassins fluviaux dans les faubourgs des grandes cités, notamment dans l'agglomération de Manille. Il importe d'ailleurs de marquer l'équilibre la protection contre les inondations dans les grandes zones comportant des cités satellites, des installations industrielles, des terres agricoles ou des réseaux de transport routiers.

À cet effet, il faut prendre des mesures systématiques de prévention à long terme consistant chaque bassin fluvial – des montagnes jusqu'à la mer – comme une entité, sans oublier par là de veiller aux aspects liés à l'exploitation des ressources hydrauliques et au maintien de la qualité de l'eau. Or, les Philippines n'ont ni assez d'opérations ni assez de systèmes pour gérer les cours d'eau de manière exhaustive.

◆ Recours au savoir-faire japonais

Le ministère des Travaux publics et de la ville, responsable des grands cours d'eau, procède actuellement à une analyse des mesures de lutte contre les inondations. Cette opération comporte plusieurs phases : 1) analyse des



Les inondations posent un grave problème à l'agglomération de Manille.

questions liées aux mesures de lutte contre les inondations ; 2) analyse des nouveaux systèmes juridiques à instaurer, établie à partir des besoins en matière de gestion des cours d'eau et des lois existantes ; 3) étude des cadres et des plans opérationnels requis pour la gestion des cours d'eau ; 4) élaboration et introduction de systèmes juridiques et de structures organisationnelles.

Les conditions relatives aux Philippines – marquées par les plaines étroites et les pluies causées par les typhons – sont similaires à celles du Japon, on met beaucoup d'espoir dans le futur savoir-faire de ce pays, généralement touché par le passé par les typhons Catherine, Bevan et d'autres grandes tempêtes. Des études de cas sur les catastrophes passées et la gestion des cours d'eau au Japon ont alimenté les discussions sur les sites d'adoption des projets.

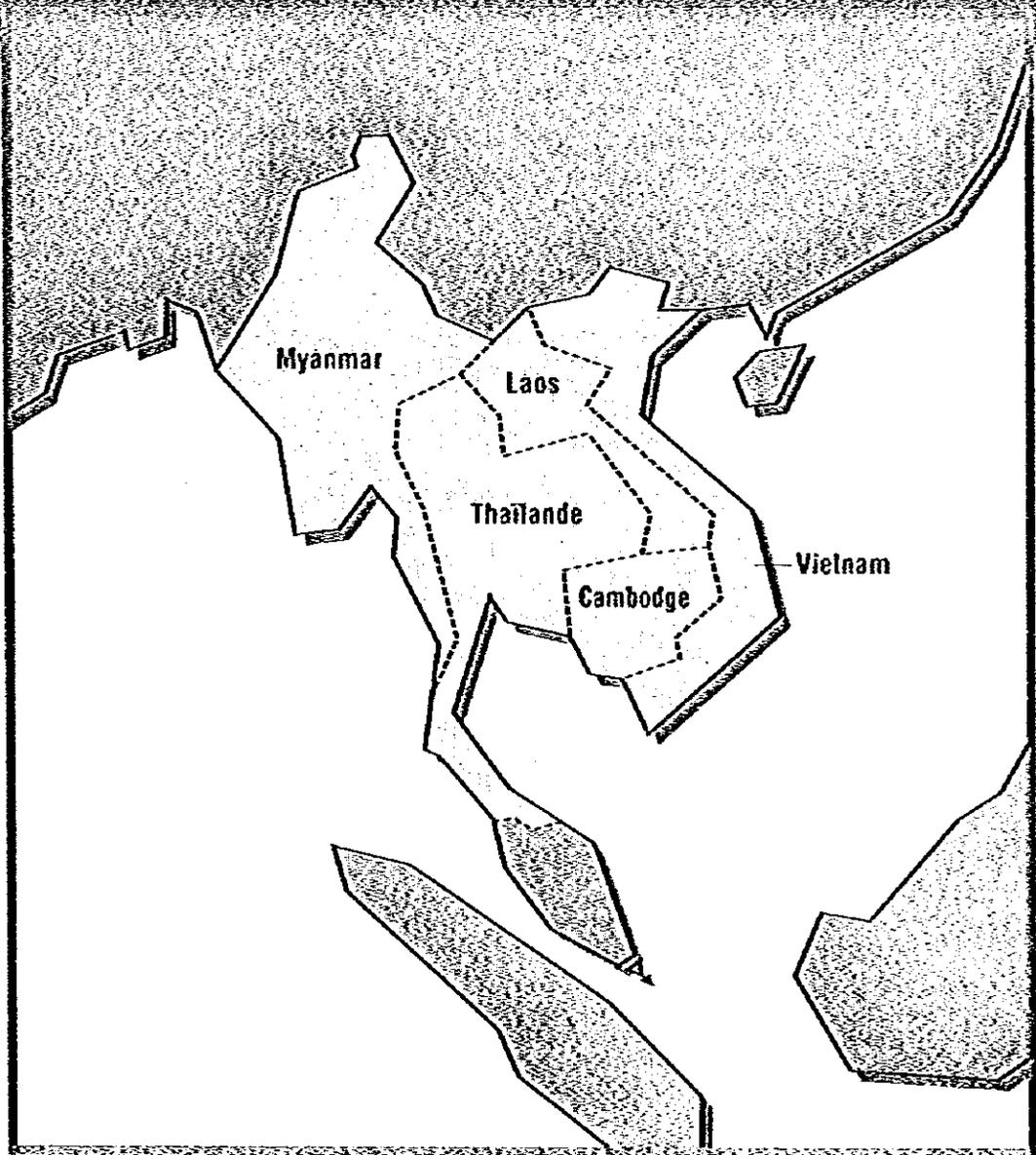
(Bureau de la JICA aux Philippines)

Chapitre 1



Asie

2. Indochine

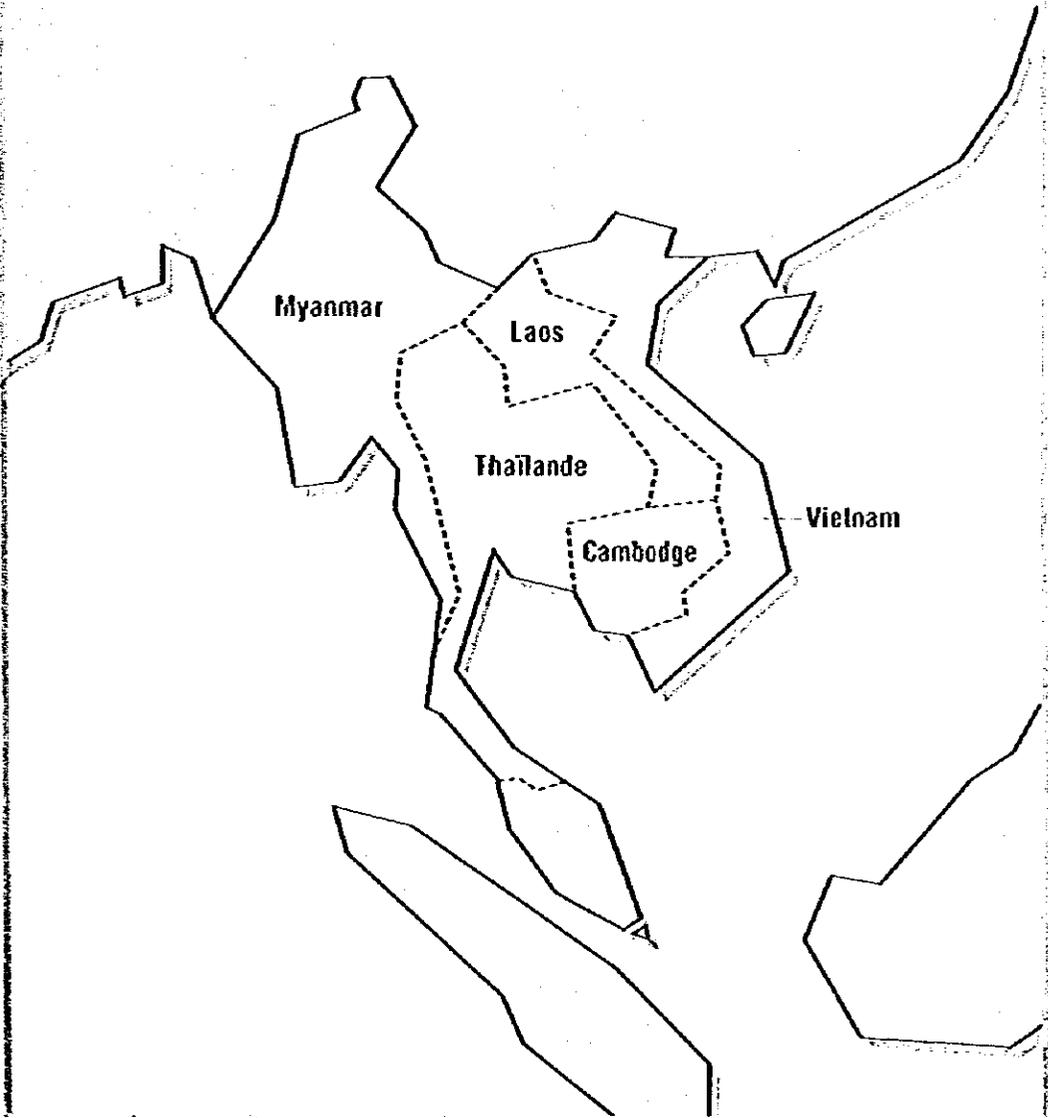


Chapitre 1

Asie



2. Indochine



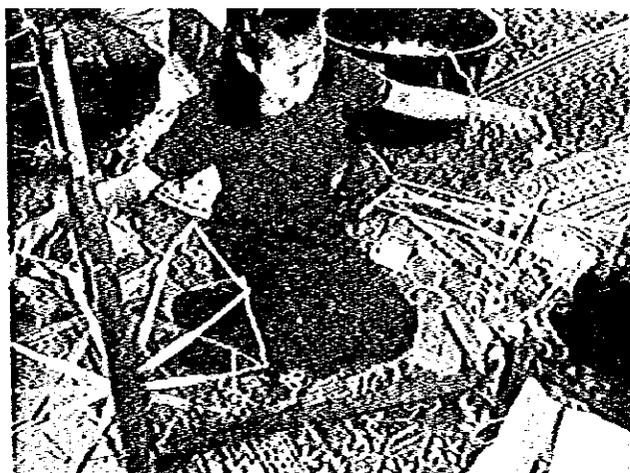
État actuel du développement régional

Évolution continue vers l'établissement d'une zone franche

La partie nord de l'Asie du Sud-Est continentale comprend cinq pays : Vietnam, Laos, Cambodge, Thaïlande et Myanmar. Ces pays se partagent des ressources naturelles concentrées sur le fleuve Mékong, qui s'écoule du Nord au Sud en traversant par le milieu la péninsule indochinoise, et sont étroitement liés sur le plan économique, culturel et historique.

Toutefois, les événements historiques de ces dernières années ont entraîné des différences considérables entre ces pays sur le plan politique et économique. À l'exception de la Thaïlande, qui a rapidement progressé dès les années 1980 et catalysé le développement régional, tous ces pays ont connu guerre civile et chaos politique, de sorte que leurs économies sont dans leur ensemble à la traîne par rapport à l'Asie de l'Est.

Pendant de nombreuses années, le Japon a apporté un soutien économique au Vietnam et au Cambodge dans le cadre de la reconstruction suite aux hostilités.



Projet du programme d'habilitation communautaire destiné à encourager l'autonomie des femmes par une formation sur les produits horticoles (Laos).

L'aide aux pays de la région a ensuite été gelée avec l'éclatement de la guerre du Vietnam, et jusqu'à la seconde moitié des années 1980, les relations diplomatiques ont été pratiquement interrompues. L'introduction de la politique *Doi Moi* (Rénovation) au Vietnam, d'approches et de mécanismes économiques novateurs au Laos en 1986 et les accords de paix de Paris en 1991 ont favorisé l'instauration de politiques de libéralisation économique et l'introduction d'une économie de marché au Vietnam, au Laos et au Cambodge. Ce qui a amené le Japon à reprendre la fourniture de l'aide.

Un régime militaire s'étant accroché au pouvoir depuis 1962, le Myanmar n'a pu bénéficier pratiquement d'aucun investissement de l'Occident à cause de son incapacité à respecter la démocratie. Aussi, le pays a stagné en termes de développement économique. Depuis 1988 cependant, le gouvernement du Myanmar s'oriente vers l'établissement d'une économie de marché ouverte et renforce graduellement ses relations avec ses voisins de l'ANASE et le Japon.

Principes fondamentaux de l'aide de la JICA au Vietnam, au Cambodge et au Laos

En raison de facteurs historiques et géographiques, le Vietnam, le Cambodge et le Laos sortent de manière générale en retard sur les autres pays de l'ANASE. La longue période de domination coloniale, la dictature exercée par les gouvernements, les guerres incessantes et les bouleversements politiques ont détruit les infrastructures de production de ces régions qui ne sont plus en mesure d'offrir à leurs ressortissants des vies normales. Les individus doués de talents particuliers ont été découragés ou ils ont émigré. Aujourd'hui encore, bien que la situation politique se normalise peu à peu, les obstacles du passé ne sont pas éliminés et une action à long terme s'impose pour la reconstruction.

Parmi les problèmes rencontrés par ces pays, la JICA se consacre plus particulièrement aux questions urgentes, telles que les réformes sur le plan administratif, financier et politique ou l'instauration de structures d'économie capitaliste. Tout en s'ajoutant aux difficultés des gouvernements (manque de personnel, de budget et d'installations) pour pouvoir bénéficier de l'aide, la JICA continue de leur apporter son soutien par le biais de projets à moyen et long terme en concevant diverses méthodes.

Ainsi, dans le cadre du « programme de coopération Japon-Myanmar pour l'ajustement structurel de l'économie du Myanmar » et du projet

de « soutien aux politiques économiques » au Laos, il est prévu que des équipes de consultants et d'universitaires soient constituées dans chaque domaine pour émettre des recommandations politiques et procéder à un transfert de technologie.

D'autre part, dans le cadre du projet de « soutien à l'enseignement primaire » qui doit être lancé au Vietnam, il est prévu que la JICA définisse avec ce pays des mesures concrètes pour mettre en œuvre le programme à long terme du gouvernement. Dans le même temps, la JICA s'efforcera de coordonner ses activités avec d'autres organismes d'aide durant la phase de planification et de mise au point des éléments structurellement ignorés de l'aide.

Telle était la situation politique et économique lorsque la crise économique asiatique, amorcée en Thaïlande en juillet 1997, a eu des incidences économiques indirectes sur les quatre nouveaux membres de l'ANASE. Toutefois, elle n'a pas entraîné de changements majeurs dans leurs politiques de réforme économique.

En avril 1999, le Cambodge a été le dernier pays de la péninsule indochinoise à entrer dans l'ANASE et la

zone de libre-échange de l'ANASE (ZLEA). En novembre 1999 ensuite, lors de la réunion au sommet ANASE+3 (Japon, Chine et République de Corée), la « déclaration commune de coopération en Asie de l'Est » a été adoptée. Ainsi, des relations économiques et politiques étroites s'instaurent entre les pays de la péninsule indochinoise et les pays de l'Asie de l'Est, de sorte que la région dans son ensemble ressemble de plus en plus à une zone de libre-échange.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Extension du soutien pour la réforme juridique et les politiques économiques

Dans les « économies en transition » de la région, les vestiges de structures organisationnelles, de lois et de mesures reflétant fortement les concepts politiques



Stagiaires thaïlandais se forment aux techniques requises pour résoudre les problèmes environnementaux résultant de la croissance économique.

du communisme et de l'économie dirigée sont encore bien visibles. Les institutions politiques et économiques fondamentales font toujours défaut suite aux longues années de régime autoritaire et de guerre

Sur le terrain

Soutien aux personnes handicapées dans le centre de réadaptation de la province de Siem Reap

Cambodge

Aider les gens non seulement à se rééduquer mais aussi à survivre

Programme de la coopération économique

◆ La guerre civile a fait des dizaines de milliers d'infirmes

Le centre de réadaptation de la province de Siem Reap est situé à l'est du Cambodge, dans la ville du même nom, par ailleurs célèbre car elle abrite les ruines d'Angkor Wat. C'est là que Handicap International Cambodge, antenne locale de l'organisation non gouvernementale (ONG) Handicap International, apporte son soutien aux handicapés.

Au Cambodge de 30 000 à 40 000 personnes ont perdu un bras ou une jambe suite aux cinq ans et plus de guerre civile et aux accidents incessants avec les mines terrestres. Avec les bombes non explosées, ces derniers provoquent encore près de 100 accidents par mois. Et l'on ne compte plus les victimes qui viennent au centre pour suivre une rééducation.

Les personnes des zones rurales sont rééduquées gratuitement au centre et bénéficient d'un cours de rééducation et de formation à l'adaptation des problèmes. Les roues sont fermées durant la saison des pluies, le centre accueille plus de patients durant la saison sèche, lorsque le transport est plus facile.

En règle générale, les problèmes ne durent pas plus de deux ans et doivent être rapidement réglés ou remplacés. De janvier à mars 2001, 363 personnes sont venues au centre suivre une rééducation ou changer une prothèse ou des techniques

◆ Les atteintes placées dans les ONG

Contribue à la pauvreté, l'insécurité et la très difficile. Le centre assure la rééducation des personnes handicapées ainsi qu'une aide matérielle afin d'améliorer leur quotidien et leur donner plus d'autonomie. Dans le même temps, des médicaments sont distribués gratuitement, une aide est fournie pour l'entretien des maisons et des cours sont dispensés pour réparer vélos, motos, radios et télé. Si certaines personnes, pour essayer de retrouver leur autonomie, apprennent à cultiver et à vendre des légumes, élever des cochons et des poulets, d'autres suivent une formation pour devenir tisseurs, tailleurs ou coiffeurs.

Les fonds et les ressources humaines nécessaires pour subvenir aux besoins des personnes handicapées lui sont fournis par le gouvernement cambodgien. Aussi, on attend des ONG qu'elles jouent un rôle déterminant. De fait, leurs activités très précieusement adaptées aux besoins et ont déjà les personnes handicapées du Cambodge à survivre et à se rendre plus autonomes. Depuis l'année 2000 et pendant trois ans, la JICA s'est engagée dans un programme de soutien aux activités de Handicap International Cambodge, qui est l'une de ses ONG.

(Bureau de la JICA au Cambodge)

civile. Les conditions sociales qui prévalent dans ces pays sont relativement similaires. En tant que nation particulièrement intéressée par une coopération économique avec l'ensemble de la région, on attend du Japon une aide sur le plan de la réforme administrative et financière, notamment la modernisation des principales lois et l'introduction d'une économie de marché.

Avec l'aide des ministères et des départements ministériels, des institutions universitaires et des organisations pertinentes, la JICA répond à ces demandes par la création de structures de soutien intérieures et la fourniture d'une aide multilatérale combinant diverses méthodes : envoi d'experts de la coopération technique, accueil de stagiaires, études de développement et fourniture d'équipement et de matériel.

Parmi les principaux projets en cours, la JICA continue de soutenir l'introduction de l'économie de marché au Vietnam par la création d'un centre Japon* et par une aide technique destinée à améliorer les systèmes vitaux et à favoriser le développement des ressources humaines. Des projets destinés au soutien politique et institutionnel* sur le plan économique sont menés au Laos et au Myanmar. Dans le domaine juridique, la JICA participe à la modernisation du droit cambodgien et vietnamien en fournissant des conseils et des orientations sur l'élaboration et la révision des lois et la formation d'experts.

Même si la JICA apporte un soutien politique et institutionnel* depuis moins de dix ans seulement, ces efforts suscitent un vif intérêt à l'intérieur et à l'extérieur du Japon.

Coopération avec les autres organismes d'aide

Tout en encourageant l'instauration de liens forts entre donateurs*, la JICA échange des informations et travaille dans nombre de domaines avec des organismes d'aide actuellement engagés au Vietnam et au Cambodge. Au Vietnam, par exemple, nous avons convenu de partenariats réunissant des groupes de donateurs dans plus de 20 domaines importants. Tout en respectant les décisions des départements et ministères d'État, nos actions sont coordonnées et prennent en compte les liens et la coopération existants entre les organismes d'aide compétents dans les différents domaines. Le Japon étudie actuellement la manière de conduire des partenariats dans des secteurs



Incitation à la culture du « socha », (sarrasin en japonais) pour tenter d'élever la culture du pavot, élément capital de la production de drogue (Myanmar).

tels que les transports et la JICA prend part à cette nouvelle évolution en s'appuyant sur les systèmes d'études de développement et d'envoi d'experts.

Dans les pays de la péninsule indochinoise, les ONG sont nombreuses à apporter depuis longtemps un soutien aussi dynamique que celui des organismes d'aide publics. De multiples organisations ont une tradition dans le domaine de l'aide qui remonte bien avant l'entrée en lice des principaux donateurs et leurs activités sont chaleureusement accueillies par les pays récipiendaires.

Dans ces pays, la JICA a commencé à travailler sur plusieurs projets dans les domaines de l'éducation, des soins médicaux, du bien-être social et de la culture. Elle s'appuie sur l'ensemble d'initiatives conduites de concert avec les ONG et les institutions universitaires dans le cadre du programme d'habilitation communautaire* et du programme de partenariat de la JICA*, programmes mis au point ces dernières années.

Au Cambodge, des organismes des Nations unies et des ONG sont engagés dans de nouvelles formes de coopération concernant l'aide après les conflits* et notamment le déminage. Dans ce contexte, la JICA se doit de collaborer avec ces pionniers dans le domaine de l'aide. Ainsi, les différentes organisations peuvent se compléter sur le plan de la sécurité et des mesures de soutien.

Développement du bassin fluvial du Mékong

La grande région formée par le Vietnam, le Cambodge et le Laos défient les meilleures chances de développement rapide. Des actions de coopération transfrontières de grande ampleur et équilibrées dans

l'ensemble de la région sont actuellement en cours. Elles s'inscrivent dans le cadre du projet de coopération économique avec la région du Grand Mékong (*Economic Cooperation with the Greater Mekong Subregion, GMS*), proposé par la Banque asiatique de développement (BasD) et démarré en 1992, et du Forum de développement global Indochine (*Indo-China Comprehensive Development Forum*), proposé par le gouvernement japonais en 1993. En juillet 2001, une délégation gouvernementale envoyée par le Japon a engagé des consultations avec les pays concernés sur la rationalisation des divers cadres existants et sur l'élaboration de nouveaux projets en liaison avec le développement du bassin fluvial du Mékong.

Grand projet d'infrastructure concernant le bassin du Mékong, la création d'un corridor est-ouest suscite un formidable intérêt. L'objectif est d'établir une artère reliant la Thaïlande à la mer de Chine en passant par le

Vietnam, une voie qui devrait contribuer au développement économique de l'ensemble de la région et même du Laos, qui n'a pas d'accès maritime. La JICA est responsable d'une partie importante des travaux et notamment des études détaillées pour la conception du pont international du Mékong N° 2, qui relie les berges thaïlandaise et laotienne du fleuve. Elle apporte également une coopération financière non remboursable pour les réparations de la route nationale 9, qui traverse le Laos. À l'avenir, la coopération ne devrait plus se limiter à l'aspect « matériel », c'est-à-dire la construction de routes et de ponts, mais également porter sur l'aspect « logiciel », autrement dit les réformes institutionnelles dans les domaines tels que la répartition et l'élaboration de plans de développement régional, afin que l'ouverture du corridor est-ouest soit véritablement en phase avec le développement économique de la région.

Sur le terrain

Projet d'un centre d'Asie pour la lutte internationale contre les parasites

Thaïlande

Lutte contre le paludisme et autres maladies parasitaires

Coopération technique de projet-type

◆ Enfants assaillis par les parasites

Dans les pays en développement (PED) des régions tropicales, il n'est pas rare de rencontrer des enfants d'âge scolaire non seulement frappés par le paludisme mais aussi assaillis par divers parasites qui mettent sans cesse en danger leur santé physique et mentale. C'est le cas en Thaïlande, ainsi que dans les pays du Mékong (Cambodge, Laos, Myanmar et Vietnam). Cela s'explique en partie par l'absence de mesures de lutte contre les parasites au niveau national et le manque de ressources humaines.

◆ Dans le sillage de l'initiative Hashimoto

Los des sommets de G-8 à Denver (1997) et à Birmingham (1998), Ryutaro Hashimoto, ex-primier ministre japonais, se basant sur l'expérience du Japon après-guerre pour exalter l'importance des mesures de lutte contre les parasites dans l'amélioration de la santé et de l'hygiène, il soulignait la nécessité d'une coopération internationale pour élargir la situation dans les PED et proposer la création de pôles pour « développer les ressources humaines » et poursuivre des « activités de recherche » en Asie et en Afrique ; afin de renforcer la lutte antiparasitaire dans le monde, il proposait enfin de réunir ces pôles en un réseau qui permettrait de favoriser le développement des ressources humaines et l'échange d'informations à l'échelon international.

Dans l'esprit de l'initiative Hashimoto, le centre d'Asie pour la lutte internationale contre les parasites (ICAAC) a été inauguré en mars 2000 au sein de la faculté de médecine tropicale de l'université Mahidol en Thaïlande, où le projet avait été lancé. Conduit dans le cadre de la coopération technique de projet-type entre le Japon et la Thaïlande, ce projet unique en son genre accorde par ailleurs une grande importance à la promotion de la coopération technique avec les pays voisins (avoir été financé sur le budget de promotion de la coopération technique à grande échelle) et au développement des ressources humaines par le biais de formations dans les pays concernés.

Au vu des risques causés par les parasites chez les enfants d'âge scolaire, le projet s'est fixé comme stratégie de « promouvoir pour la lutte contre le paludisme



Promotion de la coopération japonaise sur l'hygiène scolaire inspirée de l'expérience japonaise.

et les parasitoses intestinales, des mesures fondées sur l'hygiène scolaire » et d'organiser à partir de la mi-septembre 2001, suivant cette même stratégie, une formation de 12 semaines pour développer les ressources humaines à l'échelon international.

◆ Poursuite des actions régionales par les anciens participants

Des négociations sont en cours pour que les gouvernements concernés parviennent à un consensus et permettent à ceux qui ont terminé leur formation de promouvoir des projets pilotes de lutte contre les parasites à petite échelle (enseignement de l'hygiène aux élèves, par exemple) et aussi de contribuer au développement des ressources humaines au niveau régional (formation aux techniques d'inspection, par exemple).

Pour la mise en œuvre de projets à petite échelle, il est prévu d'allouer à chaque pays concerné une aide financière tirée du budget de promotion de la coopération à grande échelle. Lorsque ces projets prendront de l'envieure, de telles formes d'aide seront combinées en conséquence pour chacun des pays.

(Bureau de la JICA en Thaïlande)

La JICA contribue au développement durable* de la région du Mékong par l'envoi d'experts à la « Commission du fleuve Mékong », organisation internationale à laquelle l'Agence prévoit par ailleurs de confier la réalisation d'une étude de développement sur « les règles de surveillance hydrologiques et météorologiques pour garantir la qualité de l'eau ». Cette étude devrait permettre de mieux connaître l'état du bassin fluvial du Mékong, d'établir des plans de régulation des eaux et de favoriser le développement des ressources humaines.

Poursuite de la coopération Sud-Sud dans le domaine du développement des ressources humaines

Le Cambodge est devenu en 1999 le dixième membre de l'ANASE, une organisation confrontée à un problème majeur, à savoir rectifier les disparités économiques existant en son sein. Le Japon pense que la Thaïlande peut servir de base à la coopération avec les pays du Mékong et de l'ANASE et envisage un net

développement des stages en pays tiers* et des projets locaux à destination des pays de cette région.

En 1994, le Japon et la Thaïlande ont conclu l'accord JTTP, *Japan-Thailand Partnership Program*. Ce programme de partenariat* a pour objet d'étendre les stages dans un pays tiers et de parvenir à une prise en charge égale des coûts de coopération. Même si l'objectif de partage des coûts n'a pu être atteint à cause de la crise économique asiatique en 1997, quinze stages en pays tiers* (l'un des objectifs de l'exercice 2000) ont pu être créés. Un nouvel accord pour la phase II du JTTP devrait être signé lors de la consultation annuelle pour l'exercice 2001.

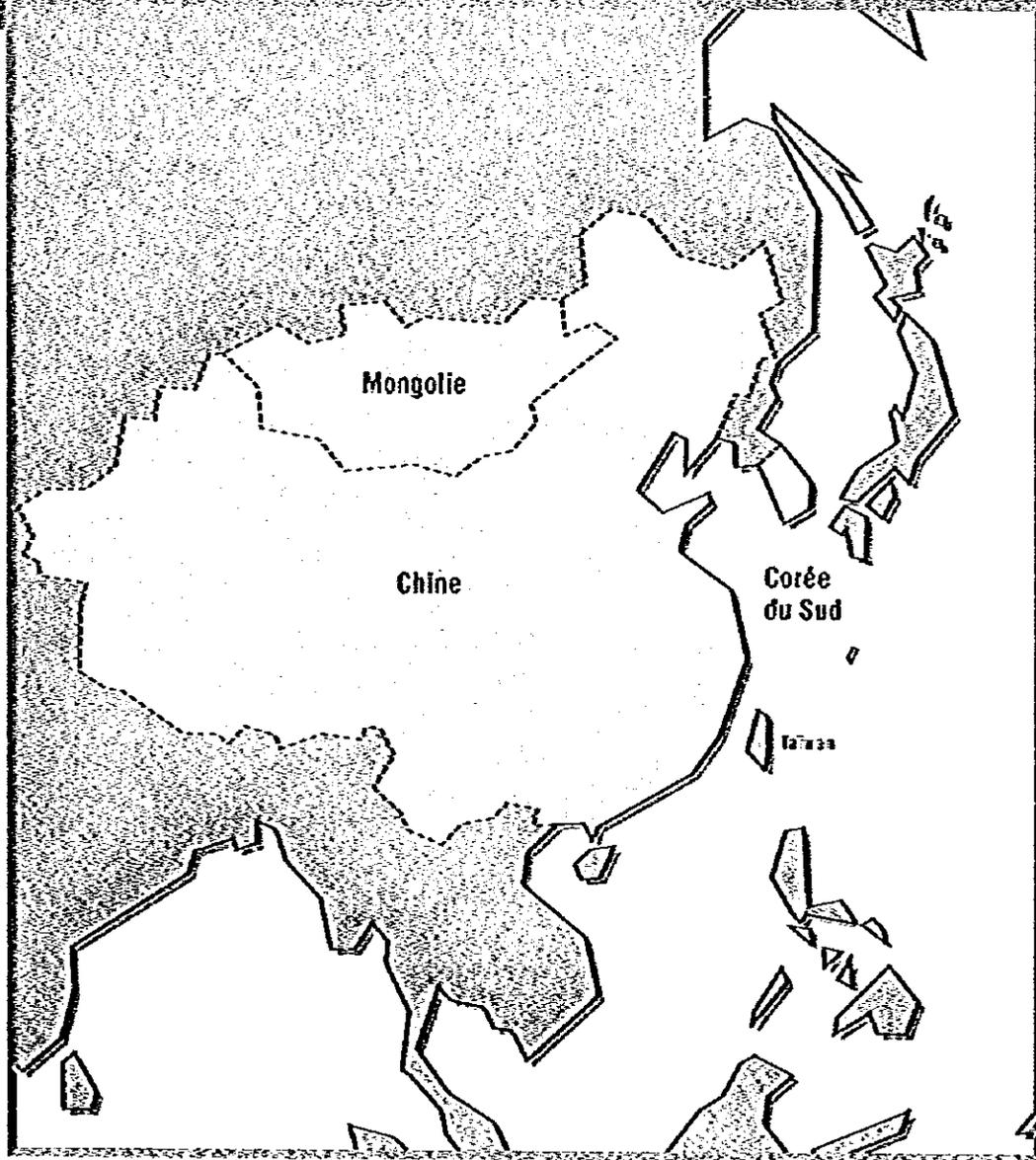
Pour ce qui est des projets à l'échelle de la région, la JICA réalise actuellement le projet d'un « centre d'Asie pour la lutte internationale contre les parasites (ACIPAC) » et prévoit la poursuite d'autres projets dans les domaines suivants : accès à l'autonomie pour les personnes handicapées, lutte contre la drogue, enseignement technique supérieur et contrôle des maladies animales. La Thaïlande devrait servir de base durant la phase préparatoire de ces projets.

Chapitre 1

Asie



3. Asie de l'Est



État actuel du développement régional



Classe de niveau supérieur dans une école intégrant primaire et secondaire à Burgan, Mongolie.

Rapide développement économique en Chine

Depuis qu'elle a lancé son programme de réforme et de libéralisation, la Chine a connu un rapide développement économique. Même si les perspectives dans ce domaine ont été affectées par une chute des exportations et d'autres facteurs liés à la crise économique asiatique de juillet 1997, l'effet est demeuré limité par comparaison avec les autres pays. Le rapport du neuvième plan quinquennal, présenté au Congrès national du peuple en mars 2001, annonçait un taux de croissance annuel moyen de 8,3 % pour le produit intérieur brut (PIB). D'un autre côté toutefois, la Chine doit résoudre des problèmes urgents : disparités régionales et pauvreté, retard sur le plan du développement social et graves dégradations de l'environnement.

Dans le dixième plan quinquennal, qui devrait guider le développement de la Chine durant les

prochaines années, l'objectif de croissance fixé pour le PIB est de 7 % par an en moyenne. Pour atteindre cet objectif, le plan préconise, entre autres, des ajustements structurels sur le plan économique, la poursuite des réformes et de la libéralisation, et enfin des avancées dans le domaine des sciences et de la technologie.

Comme l'indique l'intégration du grand projet de développement de l'ouest de la Chine dans le dixième plan quinquennal, la stratégie de développement de ce pays au 21^e siècle est axée sur les régions de l'intérieur et s'efforce de rectifier les disparités régionales. Le gouvernement chinois met en œuvre différentes politiques pour contrer la pauvreté à l'intérieur des terres. Cependant, même si certains progrès ont été réalisés, d'autres mesures sont encore nécessaires. Avec l'instauration de l'économie libérale, des réformes majeures intervenues dans trois grands domaines (économie, administration et finance) depuis 1998 semblent plus ou moins aboutir ; toutefois, il est absolument urgent de renforcer les institutions afin d'accompagner ces brusques changements sociaux. Des règles et des systèmes en accord avec les normes

Principes fondamentaux de l'aide de la JICA en Asie de l'Est

L'aide apportée à la Chine concerne essentiellement les quatre domaines suivants :

- (1) Appui aux politiques de réforme et d'ouverture : soutien pour le renforcement des institutions et des organisations pour faire face à la mondialisation de l'économie, notamment l'adhésion à l'OMC et soutien des petites et moyennes entreprises (PME).
- (2) Protection de l'environnement : soutien à la formulation d'une politique environnementale, à des mesures de lutte contre la pollution de l'air et de l'eau, de modernisation du milieu urbain et de protection des écosystèmes.
- (3) Réduction de la pauvreté et suppression des déséquilibres régionaux : modernisation des soins de santé primaires, en mettant l'accent essentiellement sur la prévention et l'hygiène,

modernisation de l'infrastructure éducative et amélioration des secteurs essentiels de la vie quotidienne dans les régions pauvres.

- (4) Promotion de la compréhension mutuelle : favoriser la communication interactive entre les populations afin d'établir les bases de bonnes relations entre le Japon et la Chine, et échanger réciproquement des personnes âgées à devenir les auteurs clés des relations sino-japonaises. L'aide concernant la Mongolie est axée sur les cinq domaines suivants :

- (1) Soutien politique et renforcement et développement des ressources humaines pour le passage à une économie de marché ; modernisation structurelle et développement des ressources humaines pour faciliter l'instauration d'un système d'économie de marché.

(2) Modernisation de l'infrastructure économique pour la promotion de l'industrie ; modernisation dans les domaines de la distribution, de l'approvisionnement énergétique et des communications.

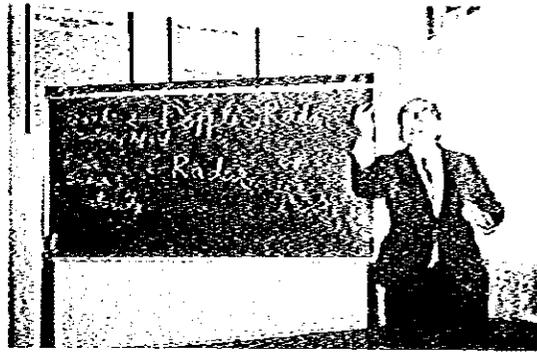
- (3) Promotion de l'élevage et de l'agriculture : renforcement d'organisations et d'institutions pour les secours face aux catastrophes naturelles et développement des ressources humaines pour améliorer la qualité des produits, notamment par le renforcement des systèmes de quarantaine et l'amélioration de la qualité des produits d'élevage.

- (4) Soutien dans des domaines clés de la vie quotidienne : éducation, soins de santé et infrastructure urbaine (approvisionnement en eau dans les provinces) ; à l'avenir et, les domaines soumis à des coupes budgétaires drastiques après le changement de système politique.

internationales doivent être établis si la Chine veut rejoindre l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Concernant les problèmes alimentaires, la production chinoise continue d'avoisiner les 500 millions de tonnes par an et se maintient donc à un niveau relativement satisfaisant. Les structures de production doivent toutefois encore être coordonnées sur le plan régional, ce qui suppose de décider de la répartition des cultures suivant les régions. La pollution de l'environnement enfin prend des proportions alarmantes, notamment dans les villes. Outre les effets directs sur la Chine, on craint que cette pollution ne se propage par le relais des pluies acides aux pays voisins, dont le Japon.

La Mongolie en phase de transition

Avec seulement 2,5 millions d'habitants sur un territoire d'une superficie quatre fois supérieure à celle du Japon, la densité de population en Mongolie est très faible. Étant située à l'intérieur des terres et à une



Expert de la JCA donne une conférence sur la météorologie lors d'une séminaire dans une université (Mongolie).

latitude élevée, elle est soumise à un climat rude, avec peu de précipitations et un hiver prolongé. Si les prairies couvrent trois quarts du pays, le quart restant est occupé par des déserts ou des montagnes. Pour s'adapter à de tels milieux naturels, les Mongols mènent une vie de nomades pratiquement depuis toujours. Lors de son intégration dans la sphère économique du Conseil d'assistance économique mutuelle (C.A.E.M.) dans les années 1920, la Mongolie est devenue fournisseur de matières premières, et l'exploitation minière, l'industrie légère, ainsi que l'élevage de bétail et l'agriculture ont

Sur le terrain

Gestion d'entreprise, contrôle de la qualité et accordage de piano

Mongolie

Partage de l'expérience et des compétences acquises dans les entreprises japonaises

Volontaires-seniors

Le respect des anciens est ancré dans la tradition

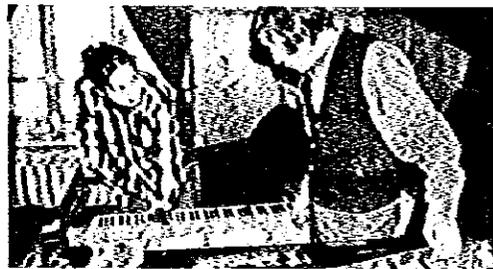
Lors d'une visite en Mongolie en juillet 1999, l'ex-primier ministre du Japon Keizo Obuchi a conclu un accord sur l'envoi de volontaires seniors dans ce pays. Le premier groupe de trois volontaires (spécialistes respectivement dans la gestion d'entreprise, le contrôle de la qualité et l'accordage de piano) a été déployé en novembre 2000.

Surpris à début par le climat glacé, les volontaires étaient nerveux, mais ils sont maintenant habitués à cet environnement et s'intègrent pleinement dans leur milieu. En partie grâce à la coutume mongole qui veut que l'on respecte les anciens, ces volontaires seniors, avec leur expérience et leur savoir-faire, sont bien reçus sur leur lieu d'affectation.

Reclassement à zéro

Les deux volontaires spécialistes dans la gestion d'entreprise et le contrôle de la qualité travaillent au Centre national des normes et de la qualité. Ce Centre joue un rôle similaire à celui du Comité de normalisation industrielle japonais, une institution qui est chargée de définir les normes industrielles au Japon. Le Centre débute par ailleurs avec des volontaires dans des entreprises et des usines pour des séminaires et des activités d'entraînement. Forts de l'expérience et des compétences acquises dans le terrain des entreprises japonaises, ces volontaires savent se mettre à la portée de leur public et marier l'humour. Aussi, ils sont à très appréciés partout où ils vont et leurs conférences sont de plus en plus demandées.

Le spécialiste de l'accordage de piano conseille le personnel d'une école de musique et de danse prestigieuse dont sont issus de nombreux musiciens et danseurs mongols. L'école compte toute pianos, dont certains considérés



Volontaire senior accorde un piano.

comme les plus beaux instruments dans le monde. Au début de son affectation, ils étaient considérés plutôt en mauvais état, car ils n'étaient pratiquement pas entretenus. Le volontaire a compris qu'il devait dans un premier temps réparer ces instruments avant de passer à l'enseignement sur le manière de les accorder. Rejoignant à zéro, il a donc entrepris de remettre en état l'un après l'autre les pianos endommagés avec ses élèves. Aujourd'hui, les instruments sont presque prêts et ses yeux brillent d'expérience lorsqu'il dit : « Maintenant, on va vraiment pouvoir commencer à travailler ».

Grâce aux efforts accomplis par tous les volontaires seniors, leur réputation ne cesse de croître dans le pays. Les demandes de détachement de volontaires seniors se multiplient et nous espérons qu'ils seront bientôt très « tendance » en Mongolie.

(Bureau de la JCA en Mongolie)

commencé à se développer. Ce pays bénéficiait par ailleurs d'un niveau de vie (éducation et soins de santé) plus élevé que les autres PED, grâce à une aide économique substantielle du grand frère soviétique.

À l'époque de l'effondrement de l'ex-Union soviétique en 1991, la Mongolie est passée d'un système communiste à un système d'économie de marché. Les politiques de stabilisation économique du gouvernement, l'assistance du Fonds monétaire international (FMI) et l'aide économique de divers pays ont permis de remédier dans une certaine mesure aux bouleversements économiques entraînés par ce

changement. Toutefois, le manque de fonds a rendu difficile l'entretien et la gestion d'une grande partie de l'infrastructure économique, de sorte que les réparations ou les remplacements sont aujourd'hui des tâches prioritaires. Le développement de ressources humaines pour s'adapter au système d'économie de marché est également une priorité urgente. D'autres problèmes viennent se greffer, notamment l'écart croissant entre riches et pauvres, ou encore la baisse du niveau d'éducation et des soins de santé, particulièrement sensibles dans les zones rurales.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Soutien à la création d'institutions et d'organisations

L'économie chinoise poursuit sa croissance à un rythme rapide. Si ce pays continuait de se développer de manière régulière et remplissait ses engagements en tant que membre de la communauté internationale, l'Asie de l'Est gagnerait en stabilité et en prospérité. Aussi, il importe d'appuyer en Chine l'introduction de principes de l'économie de marché et l'adoption de normes et de standards internationaux.

Dans le cadre du soutien aux réformes et à la politique d'ouverture, le Japon souhaite contribuer au développement de ressources humaines qui permettront d'instaurer des systèmes fiscaux et économiques conformes aux règles internationales (adhésion à l'OMC, notamment) et transmettre ce faisant sa propre expérience de manière concrète. Si les PME pèsent toujours plus lourd dans l'économie chinoise ces dernières années, elles sont aussi importantes comme lieu d'emploi pour les pauvres et pour les gens qui ont



Mission d'étude dans une école secondaire de premier cycle locale. En hiver, le goudron ne peut être utilisé à cause d'une panne du système de chauffage (Mongolie).

perdu leur travail suite à la réforme des entreprises d'État. Dans ce cadre, le Japon prévoit de promouvoir les PME de deux manières : transfert de l'expérience propre et développement des ressources humaines dans les banques et autres représentations du secteur financier.

Avec près de 1,5 milliard d'habitants, la population de la Chine est la plus élevée au monde et elle augmente de 12 millions par an. Les difficultés directes et indirectes résultant de cette croissance démographique posent des problèmes dont l'impact se fait sentir non seulement en Asie, mais dans le monde entier. La création d'institutions et d'organisations, les problèmes environnementaux qui s'aggravent de jour en jour, la pauvreté et les disparités régionales figurent en tête de liste des priorités en matière d'aide pour la Chine et exigent par conséquent une réponse immédiate. Des efforts sont par ailleurs nécessaires pour promouvoir la compréhension mutuelle entre le Japon et la Chine afin d'établir un climat favorable aux bonnes relations entre les deux pays.

Comme il est impossible d'intervenir directement par des mesures de protection de l'environnement englobant toute la Chine, il faut aborder les problèmes écologiques en favorisant chez les Chinois l'auto-assistance et ce, en les aidant à renforcer leurs capacités de planification en matière de politique environnementale. Le Japon souhaite apporter latéralement un soutien pour que les Chinois parviennent par eux-mêmes à diffuser à l'échelle nationale des technologies et des équipements contre la pollution en s'appuyant sur les activités de coopération réalisées au Centre d'amitié Japon-Chine pour la protection de l'environnement et sur la participation au programme sino-japonais pour le développement d'une cité modèle respectueuse de l'environnement.

La pauvreté et les disparités régionales montrent qu'il est urgent d'apporter une aide aux régions pauvres (à l'intérieur des terres notamment) sur le plan de la santé et des services médicaux, de former du personnel pour assurer ces services, d'améliorer l'infrastructure d'enseignement et de soutenir les communautés rurales déshéritées.

Afin de favoriser la compréhension mutuelle entre le Japon et la Chine, la JICA a décidé de promouvoir des programmes de formation au Japon pour de jeunes responsables chinois et des programmes d'échanges de personnel entre administrations locales, ces deux types d'activité constituant le ciment de relations sino-japonaises fructueuses.

Soutien pour le passage à une économie de marché

Après 70 ans de socialisme en Mongolie, un appui intellectuel s'avère nécessaire pour la formation du personnel requis lors du passage à une économie de marché. C'est pourquoi la JICA fournit un soutien politique et institutionnel* pour la planification des politiques économiques et pour la mise en œuvre de mesures juridiques et de réformes administratives. La JICA apporte aussi son aide dans des domaines du transfert de technologie* qui forment les bases du développement industriel : fabrication du fer, services de chemins de fer et d'autobus, construction de routes.

Sur le terrain

Lutte contre la pollution du lac Taihu

Chine

Projet visant à préserver la pureté du lac Taihu

Coopération technique de projet-type

◆ **Prélongement rationnel d'un projet local d'amitié sino-japonaise**

Même dans le cadre du programme de coopération de projet-type, il est prévu que le projet de lutte contre la pollution du lac Taihu s'étale sur cinq ans à compter de l'exercice 2001. C'est le prolongement au niveau national d'un projet local d'amitié sino-japonaise lancé en 1996 par la préfecture d'Osaka et la province de Jiangsu.

Situé près de l'embochure du Chang Jiang dans la province de Jiangsu, le lac Taihu est un site pittoresque qui a inspiré nombre de poèmes dans le style chinois. Malheureusement, il a été contaminé par l'accumulation des eaux usées ménagères et industrielles suite au rapide développement économique, ce qui s'est traduit par des effets néfastes sur l'écosystème. Pour aider à résoudre ce grave problème, des experts japonais ont été déployés par l'Institut national d'études environnementales et la préfecture d'Osaka afin d'exercer une activité de conseil sur site.

◆ **Un soutien au projet**

Avec la préfecture d'Osaka, le bureau de la JICA à Hôroku n'a cessé de soutenir le projet. Cette aide indirecte s'est notamment traduite par l'envoi d'ingénieurs chinois au Centre de la santé et de l'environnement (préfecture d'Osaka) dans le cadre du programme de formation de stagiaires lancé à l'initiative de l'Administration locale*. Les stagiaires sont en fait des agents du Bureau de protection de l'environnement d'Wu, chargés d'inspecter la qualité de l'eau du lac Taihu. En venant au Japon, ils ont bénéficié de la qualité de l'eau. Ils ont tenu des formations de personnel comprenant les japonais concernés les 5 dernières



Stagiaire se formant aux techniques d'analyse de la qualité de l'eau.

entre les deux pays sur le plan des techniques d'inspection et des méthodes d'évaluation et ainsi contribué au succès du projet.

Au cours des exercices 2000 et 2001, ce programme de formation financé au plan régional a accueilli à chaque fois une nouvelle personne. Suivant l'état d'avancement du projet et les efforts en cours pour exploiter la formation sur le terrain, la JICA s'engage à poursuivre ce soutien et à aider les agents d'Osaka à améliorer leurs compétences dans le domaine de l'analyse.

(Avec le bureau de la JICA à Hôroku.)

L'agriculture et l'élevage représentent plus de 30% du PIB. L'aide de la JICA a pour objectif de favoriser le développement de l'agriculture et d'en faire l'un des principaux secteurs d'activité de la nation. Cette aide vise notamment à renforcer les systèmes de contrôle vétérinaire et à promouvoir la commercialisation de la viande des animaux d'élevage. Tout comme en 2000, une catastrophe naturelle appelée « Zud » (gel précoce) a entraîné la mort de nombreux animaux d'élevage en 2001. Les pertes étaient causées en partie par la détérioration de la qualité de l'herbe consécutive à une augmentation subite du nombre d'animaux. La création d'institutions et d'organisations permettant de se débarrasser dans les règles des animaux surabondants dans le cycle de distribution constitue donc une tâche essentielle.

Les changements intervenus dans le système

politique ont occasionné une brusque détérioration des services sociaux, tels que l'éducation et les soins médicaux. Les zones rurales en particulier sont gravement affectées par le manque de ressources financières et de ressources humaines. La JICA prévoit de fournir une aide pour la reconstruction d'hôpitaux et d'écoles, et aussi de soutenir l'enseignement des technologies de l'information (TI) pour prendre le train du futur, tout en mettant l'accent sur l'amélioration des conditions dans les zones rurales.

Enfin, la Mongolie a le privilège de posséder de précieuses ressources naturelles sur l'ensemble de son vaste territoire. Aussi, la JICA prévoit d'étudier par quels moyens ces terres jusqu'ici utilisées essentiellement pour le pâturage nomade pourraient être mieux utilisées et les ouvrir par exemple au tourisme grâce à des mesures de protection et de gestion appropriées.



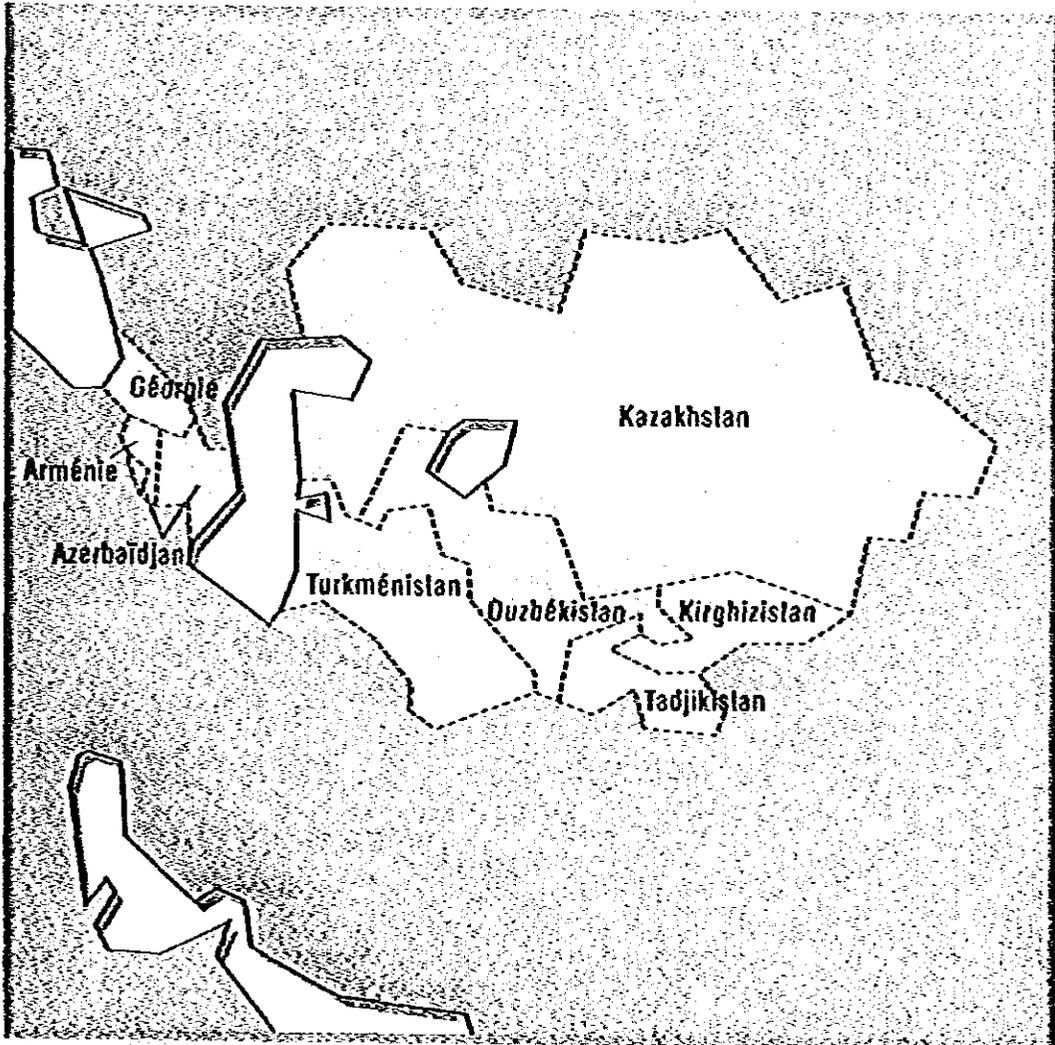
Transfert d'expertise sur le contrôle de la qualité par des volontaires-seniors (Mongolie).

Chapitre 1

Asie



4. Asie centrale et Transcaucasie



toutefois, l'inefficacité du système d'économie planifiée de l'ère soviétique est de plus en plus flagrante. La dégradation des installations et des équipements, un contrôle de maintenance inadapté et des ressources énergétiques insuffisantes, ainsi que l'effondrement du système, ont conduit au chaos économique et social. Aussi, la priorité pour ces pays est de mettre en place les systèmes et des structures justifiant le statut de véritables nations indépendantes.

Même si ces pays ont chacun une assise économique différente, ils s'efforcent tous d'opérer la transition d'une économie planifiée vers une économie de marché. Des résultats considérables ont été atteints récemment sur le front macroéconomique. Pourtant, à la fin de 2000, le produit national brut (PNB) de la plupart de ces pays avait diminué de plus de moitié par rapport à l'époque précédant l'indépendance. La situation économique reste par conséquent très fragile. Pour que le niveau économique et le niveau de vie des individus puissent être relevés, la reconstruction économique doit aller de pair avec le renforcement des institutions.

Situations diversifiées sur le plan économique et politique

Sur le plan de la réforme économique, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et les trois pays de la Transcaucasie progressent résolument vers la libéralisation des prix, la privatisation, la déréglementation, la libéralisation des échanges et d'autres types de réforme structurelle, conformément aux prescriptions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). L'Ouzbékistan et le Turkménistan s'écartent pour leur part de ces programmes radicaux et suivent chacun progressivement leur voie propre. Au Tadjikistan, les conflits internes provoqués par l'indépendance se sont atténués et le pays s'est finalement engagé sur la voie de la réforme économique.

L'agriculture est le principal secteur d'activité et les cultures suivent les conditions climatiques et naturelles des différentes régions. Si le climat de l'Asie centrale est généralement sec, la Transcaucasie bénéficie d'un climat méditerranéen. Ces régions possèdent d'importants gisements – pétrole, gaz naturel et métaux rares – et l'industrie de première transformation est bien développée. L'Azerbaïdjan, le

Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan ont tous intérêt à exploiter leurs ressources propres, fort abondantes, et à rechercher des débouchés d'exportation. La Géorgie, qui ne dispose d'aucunes richesses minérales, s'efforce de jouer un rôle dans le transport d'énergie.

Même si leur sujétion est moins forte aujourd'hui, ces pays dépendent toujours de la Russie et la crise financière de 1998 dans ce pays leur a porté un coup sévère suite à la chute spectaculaire des exportations vers ce dernier, la baisse des envois d'argent des personnes y travaillant et le départ des investisseurs étrangers.

Sur le plan des relations internationales, le Kazakhstan et le Kirghizistan ont conclu avec le Belarus en mars 1996, un accord visant à renforcer l'union entre ces trois nations, et se sont montrés favorables à l'idée d'un renforcement de la Communauté des Etats indépendants (CEI) autour de la Russie. Depuis 1998, le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizistan ont renforcé leurs relations avec la Russie et la Chine afin d'affermir les liens économiques et la sécurité au sein de la région («Cinq de Shanghai»). Avec l'entrée de l'Ouzbékistan en 2001, le groupe forme désormais les «Six de Shanghai».

En Transcaucasie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie renforcent leurs liens avec l'Ouest, notamment dans le cadre du développement pétrolier, alors que l'Arménie se tourne vers la Russie, plus particulièrement pour des questions de sécurité. Enfin, l'Azerbaïdjan et l'Arménie continuent de se disputer l'enclave du Nagorno-Karabakh.



Bois de sapin au Kirghizistan.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Soutien aux efforts d'autonomie des nouveaux États indépendants

Le gouvernement japonais a présenté sa politique de promotion des relations diplomatiques avec l'Asie centrale et la Transcaucasie, qui forment la « région de la route de la soie ». Pour aider au développement autonome de cette région, la JICA fait porter ses efforts de coopération dans quatre domaines : 1) appui à l'introduction d'une économie de marché ; 2) modernisation de l'infrastructure axée sur les transports et les communications ; 3) coopération dans le secteur social axée sur les soins médicaux et l'éducation et 4) protection de l'environnement.

L'aide dans le premier domaine s'est traduite par des conseils sur le plan de la macroéconomie et de la politique de planification à long terme du développement, des plans directeurs sur des thèmes particuliers tels que la promotion des petites et moyennes entreprises (PME) et enfin, une assistance technique massive. Pour l'infrastructure des transports et des communications, la JICA a contribué à la modernisation de voies ferrées, de routes et d'aéroports. Elle a aussi apporté son soutien aux politiques relatives à l'environnement et aux systèmes de santé et de soins médicaux. Enfin, la coopération a porté sur les secteurs d'activité de base, tels que l'agriculture et l'industrie minière.

La JICA œuvre par ailleurs au développement des ressources humaines pour soutenir la démocratisation au Tadjikistan, encore instable suite à la guerre civile.

Si l'on combine tous ces projets, la coopération technique de la JICA dans cette région en mars 2001 atteignait 157,5 milliards de yens. L'Agence a récemment implanté un bureau en Ouzbékistan en vue d'étendre ses programmes d'aide dans la région. Le suivi des activités dans les pays de la Transcaucasie



Étudiants d'Ouzbékistan venus au Japon dans le cadre du programme de coopération financière non remboursable afin d'acquies les compétences requises à l'introduction d'une économie de marché.

devrait être assuré par le bureau de la JICA au Royaume-Uni. Des « Centres Japon* » ont par ailleurs été ouverts en Ouzbékistan et au Kazakhstan : ils proposent des programmes de développement des ressources humaines afin de favoriser l'introduction d'une économie de marché et dispensent aussi des cours d'apprentissage du japonais et des informations sur le Japon pour mieux faire connaître ce pays au plan local.

Récapitulatif des domaines prioritaires

Après dix ans d'indépendance, de nettes différences ont commencé à se dessiner clairement dans la région en termes d'évolution et de priorités. C'est pourquoi l'Agence a constitué en 1999 le « groupe d'étude de l'aide au développement à l'Asie centrale » afin de déterminer les domaines prioritaires de l'aide en Ouzbékistan, au Kazakhstan et au Kirghizstan. Le gouvernement japonais a envoyé en novembre 2000 une mission d'étude approfondie sur la coopération économique en Ouzbékistan et il a conclu avec le gouvernement de ce pays un accord qui devrait renforcer la coopération dans trois domaines : promotion d'une économie de marché, développement de l'infrastructure et reconstruction des secteurs sociaux.

Efforts accrus pour renforcer la sécurité

La région est caractérisée par une structure ethnique et religieuse complexe. La situation politique instable résultant de l'effondrement de l'Union soviétique a donné naissance dans certaines parties de la région à des activités terroristes, des guerres civiles et des affrontements. La région a même été le théâtre

de plusieurs affaires tragiques pour le personnel d'aide japonais : assassinat en 1998 de Yutaka Akino (représentante japonaise d'une mission d'inspection des Nations unies au Tadjikistan) et enlèvement en 1999 d'un ingénieur japonais au Kirghizistan. Même si la situation est stable ces dernières années, la plus grande vigilance est de rigueur, eu égard aux activités des forces islamiques radicales. Avant d'étendre l'aide dans la région, la JICA prévoit de revoir sérieusement les mesures de sécurité et la situation de l'ordre public.



Musiciens jouant du « komuz », instrument traditionnel du Kirghizistan.

Sur le terrain

Management à la japonaise dans les secteurs public et privé

Ouzbékistan

Mise en œuvre de l'expérience de groupes de réflexion dans les programmes de la JICA

Séminaire d'appui intellectuel de type « proposition de secteur privé »

• **Coopération concrète non plus par le gouvernement mais par le grand public japonais**

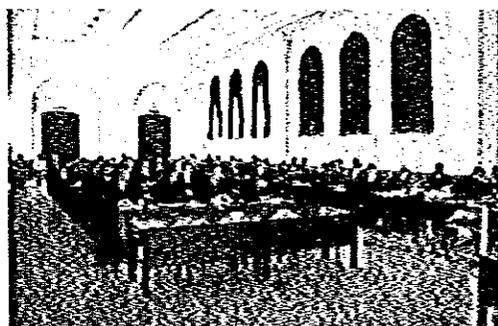
En avril 2001, un séminaire d'appui intellectuel sur le thème du management à la japonaise dans les secteurs public et privé a été organisé à Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan. Ce séminaire de type « proposition de secteur privé » était parrainé par la JICA et le ministère des Relations extérieures d'Ouzbékistan. L'organisation pratique était confiée à l'Institut de recherche Nomura (NI).

Le programme d'appui intellectuel par des séminaires de ce type a été lancé au cours de l'exercice 1998 en vue de promouvoir l'économie de marché et la libéralisation économique dans les PED. C'est une nouvelle forme de coopération car il encourage la participation du grand public japonais : les séminaires organisés dans ce contexte ne sont en effet plus lancés par le gouvernement japonais suite à des demandes des PED comme cela était généralement le cas jusqu'à aujourd'hui, mais au contraire à l'initiative de propositions du secteur privé.

• **La philosophie de « satisfaction du client » en fil rouge**

D'une durée d'une semaine, le séminaire a été suivi par environ 60 administrateurs publics et dirigeants d'entreprises, éminents acteurs qui doivent conduire l'Ouzbékistan vers une économie de marché. Dotés par des intervenants expérimentés du NI, les conférenciers portaient sur les politiques macroéconomique, microéconomique et les méthodes et stratégies de gestion d'entreprise.

La priorité a été donnée au dialogue. Le séminaire était destiné à ce que les participants résolvent les problèmes auxquels ils étaient confrontés et non pas seulement à leur transmission des connaissances. Aussi, ceux-ci étaient encouragés à présenter un ensemble de problèmes spécifiques. Cela s'est traduit par un échange de vues intense dispensé à chaque fois largement le temps imparti. Le NI a par ailleurs organisé l'intérêt des participants par une série de conférences remarquables sur la philosophie de satisfaction du client. Présente de nombreux groupes les expériences pratiques recueillies au cours de l'échange par l'Institut



Séminaire ouvert les portes d'un conférence du NI.

en sa qualité de groupe de réflexion, elles proposent plus précisément une comparaison détaillée entre l'Ouzbékistan et la Chine concernant l'introduction d'une économie de marché. À la fin toutefois, le NI devait confirmer ses regrets de ne pas avoir véritablement appréhendé les besoins de l'Ouzbékistan avant la tenue du séminaire.

• **Levant pour la poursuite des séminaires d'appui intellectuel de type « proposition de secteur privé »**

La JICA prévoit de poursuivre ce programme et d'améliorer son efficacité en vue : a) de préparer les thèmes pressentis pour de futurs séminaires lors d'une enquête auprès des participants au présent séminaire et b) compléter les enseignements sur la situation et les préconisations actuelles en Ouzbékistan, ressortis des échanges de vues. On espère aussi que l'expérience acquise par le secteur privé dans ce domaine sera appliquée à d'autres programmes de la JICA en Ouzbékistan.

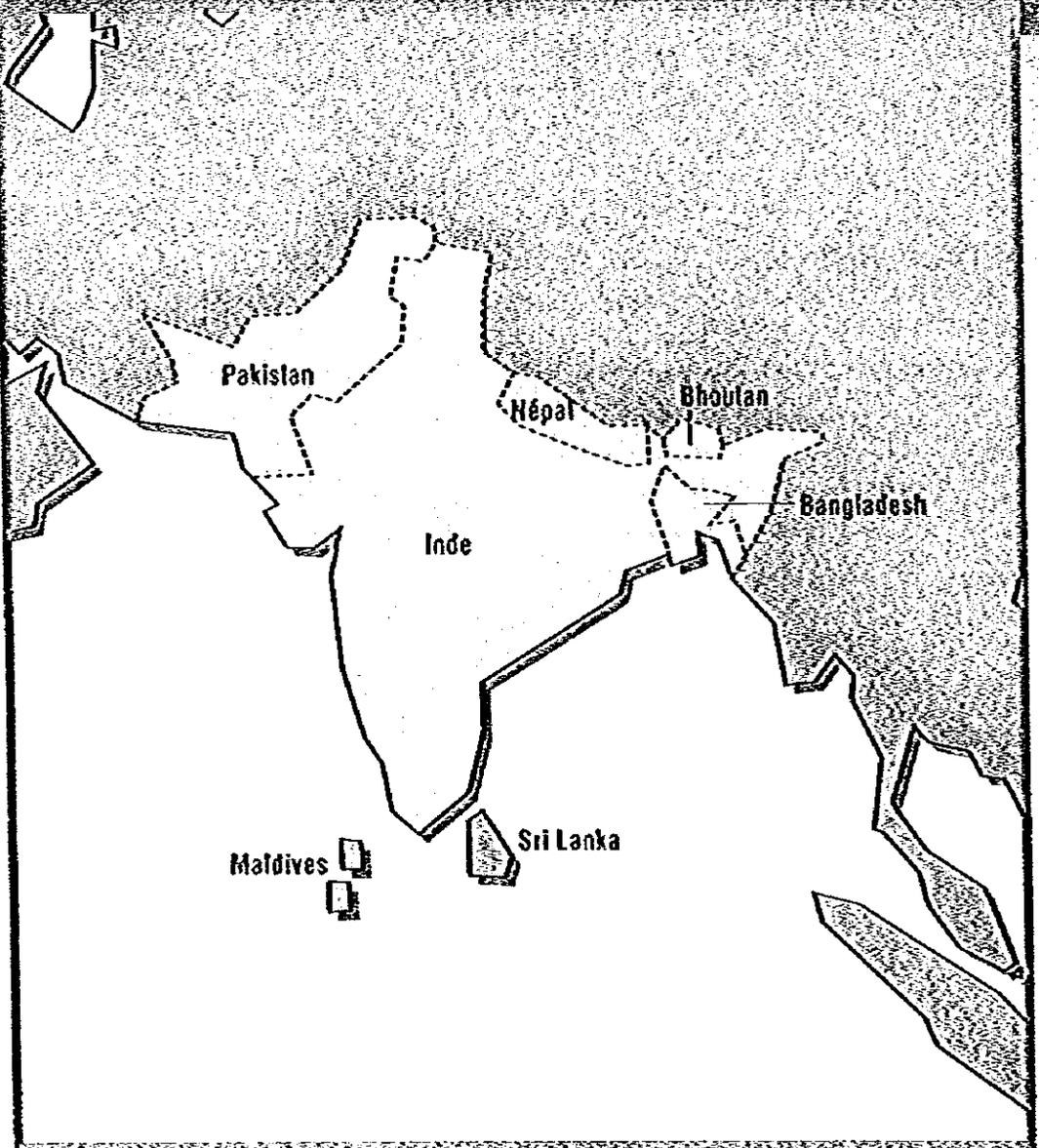
(Bureau de la JICA en Ouzbékistan)

Chapitre 1

Asie



5. Asie du Sud-Ouest



État actuel du développement régional

Une région où vivent la moitié des pauvres de la planète

La région de l'Asie du Sud-Ouest est composée de sept pays : Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka. Elle compte environ 1,3 milliard d'habitants, soit un cinquième de la population mondiale. A l'exception des Maldives et du Sri Lanka, le produit national brut (PNB) par habitant dans l'ensemble de la région est inférieur à 500 dollars. Dans cette région, 560 millions de personnes vivent dans le dénuement – soit près de la moitié de la population mondiale sous le seuil de pauvreté absolue. Des facteurs comme la stagnation de l'économie et la faiblesse des revenus, conjugués à une grande diversité ethnique, culturelle, religieuse, linguistique et climatique, contribuent à l'instabilité politique et sociale de la région.

Hormis pour les Maldives, qui vivent essentiellement du tourisme et de la pêche, le principal secteur d'activité des pays de cette région est l'agriculture, qui est tributaire des conditions climatiques. Les activités du secteur commercial sont fondées sur l'exportation de produits primaires, tels que les produits agricoles et textiles, et sur l'importation d'équipements et d'autres



Expert de la JICA décrivant une méthode de déparasitage du bœuf de la dysenterie dans le cadre du « projet de prévention des maladies diarrhéiques émergentes » (Inde).

biens de production. L'économie de ces pays est donc facilement affectée par les fluctuations des cours internationaux des produits primaires, si bien que la plupart d'entre eux sont constamment dans une situation de déficit commercial.

Création d'une zone de libre-échange

Depuis leur indépendance, les pays de l'Asie du Sud-Ouest ont limité leurs importations pour protéger leurs secteurs d'activités nationaux et accéder à l'autonomie économique. Toutefois, après le Sri Lanka, qui a mis en œuvre dès 1977 une politique de libéralisation des échanges, l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et le Népal se sont engagés dans la voie de la libéralisation économique en adoptant des mesures de déréglementation et de promotion des investissements et des exportations. Les politiques des pays de cette région ont récemment porté leurs fruits puisqu'ils enregistrent une forte croissance, en partie grâce au développement de l'industrie légère, notamment le textile, mais aussi grâce à l'extraordinaire développement de l'industrie des technologies de l'information (TI) en Inde. Cette région demeure toutefois la plus pauvre du monde. Avec un PNB par habitant compris entre 160 et 900 dollars et des besoins en développement les plus

Principes fondamentaux de l'aide de la JICA en Asie du Sud-Ouest

En Asie du Sud-Ouest, où vivent la moitié des pauvres de la planète (le seul de pauvres est représenté par un revenu d'un dollar par jour), l'éradication de la pauvreté est une préoccupation commune à tous les pays de la région. Aussi, il importe de formuler une coopération bien équilibrée, combinant des activités favorisant l'amélioration du niveau de vie et le développement régional de l'économie, et de mettre en œuvre cette coopération dans le respect des besoins spécifiques de chaque pays.

La JICA fournit et aida une aide d'assistance qui s'étend des domaines essentiels de la vie quotidienne (santé et soins médicaux, éducation, approvisionnement en eau potable) aux secteurs indispensables au développement économique (développement de l'agriculture, des petites et moyennes entreprises (PME) et de l'infrastructure économique, par exemple).

La région étant densément peuplée, l'efficacité de l'activité humaine est grande sur le terrain rural.

C'est pourquoi la JICA fournit également une aide sur la protection du milieu naturel et les problèmes environnementaux.

Enfin, il convient d'envisager des approches pour faire face aux problèmes structurels et notamment de se demander pourquoi la région comporte autant de pauvres et pourquoi leur nombre ne cesse d'augmenter malgré le développement économique.



Développement régional par la fabrication de papier avec la participation des résidents locaux (Pakistan).

importants, elle compte quatre pays parmi les moins avancés* (PMA), (Bangladesh, Bhoutan, Maldives et Népal).

Les sept pays de la région ont fondé en décembre 1985 l'Association sud-asiatique de coopération régionale* (ASACR) afin d'établir des relations de coopération dans des domaines techniques et pratiques, sans dimension politique. L'ASACR constitue pour les États membres une plate-forme d'échanges et de dialogue qui pourra peut-être conduire à la création d'une zone de libre-échange. En

1996, l'Inde et le Népal ont conclu un accord sur le développement intégré de la Mahakali, et en décembre de la même année, l'Inde et le Bangladesh ont signé un autre accord sur la distribution de l'eau du Gange. Les actions de coopération entre les pays de la région menées pour encourager un développement transnational ont donc tendance à progresser dans les domaines de l'irrigation, de la lutte contre les inondations et de la production d'énergie électrique. Toutefois, un sommet de l'ASACR a été reporté suite à un coup d'État au Pakistan en 1999, ce qui a affecté les échanges économiques intrarégionaux.

Lors d'une visite au Bangladesh, en Inde, au Népal et au Pakistan en août 2000, l'ex-premier ministre Yoshiro Mori a déclaré que le Japon souhaitait apporter une aide dans le domaine des TI afin de réduire le fossé numérique* en Asie du Sud-Ouest. Suite à cette déclaration, la JICA a envoyé des équipes réaliser des études de formulation de projet* dans les pays de la région et prévoit d'autres mesures de soutien à l'avenir.

Sur le terrain

Projet de construction d'écoles primaires dans le cadre du deuxième programme d'éducation fondamentale et de base

Népal

Création d'un meilleur environnement scolaire pour les enfants népalais

Coopération Économique non remboursable

◆ Jusqu'à 13 000 salles de classe sont encore nécessaires

Le Népal, l'un des pays les moins développés, a vu son développement de l'éducation de base se développer depuis l'indépendance de la monarchie en 1951. Au cours des vingt dernières années, le nombre d'écoles d'écoles et de professeurs a été multiplié respectivement par 3,1, 2,4 et 3,3. Pour répondre aux besoins accompagnant cette progression, le Japon a fourni les matériels nécessaires à la construction de 2 958 salles de classe dans le cadre du «projet de fourniture de matériels et d'équipements pour la construction d'écoles primaires», phase 1 (1984-1988) et phase 2 (1988-1993). Le nombre de salles reste toutefois insuffisant et il en faut encore 13 000 autres. Aujourd'hui, de nombreux enfants népalais n'ont donc pas les conditions adéquates pour apprendre et sont contraints de suivre des cours en plein air ou dans des salles provisoires au bord de chemins.

◆ Travail de construction avec la participation des résidents locaux

La JICA a lancé ce programme en 1989 afin de répondre à la situation. Elle souhaite par ce biais fournir les matériels adéquats pour la construction de 2 540 salles de classe. Ce projet est unique en son genre à 5 points clés :

D'abord, la construction s'effectue avec la participation des résidents locaux, comme il est souvent de règle au Népal. Plus précisément, ces derniers achèveront sur le site de construction les matériels adhésifs par le Japon, fournissent les matériaux locaux tels que le sable et le gravier et les manœuvres. Dans le même temps, les services nationaux de l'éducation assurent la supervision et le complément financier pour couvrir les coûts de transport des matériels et le paiement de travailleurs qualifiés. Assurer la qualité de la construction revient donc à respecter le concours des résidents locaux.

Ensuite, le projet assure la fourniture de matériels pour la construction de bâtiments dont l'existence est déterminante pour la fréquentation scolaire chez les



Élèves d'une école élémentaire suivant un cours dans une salle de lecture.

jeunes filles. Le taux actuel très bas est surtout lié aux préjugés sexistes népalais, mais l'amélioration des infrastructures telles que des toilettes devrait supprimer l'un des obstacles à une fréquentation scolaire normale chez les filles.

Enfin, ce projet est mis en œuvre dans le cadre du «deuxième programme d'éducation fondamentale et de base», programme sous-sectoriel coordonné par divers organismes de base. Aussi, il convient de promouvoir des méthodes de planification et d'exécution conformes aux politiques et aux procédures établies par ces organismes et par le Népal.

Le projet devrait permettre d'améliorer le cadre scolaire, de relever le taux de fréquentation (chez les filles plus particulièrement) et de mieux servir les résidents locaux à l'éducation scolaire. Ce matériel généré, il devrait en outre renforcer la participation à l'enseignement primaire.

(Suite de la JICA au Népal)

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Étude des possibilités de coopération dans un domaine plus large

Pays parmi les plus appauvris de l'Asie du Sud-Ouest, le Bangladesh est frappé presque tous les ans par des inondations ou d'autres catastrophes naturelles. À la suite de l'envoi d'une mission d'étude consultative annuelle dans ce pays en mars 1999, le Japon a confirmé que la priorité de la coopération demeurait aux secteurs de la santé et des soins médicaux, de l'éducation, de l'environnement et du développement des ressources humaines, les secours en cas de catastrophe, etc. Dans le cadre du «projet de développement des ressources humaines dans le domaine de la santé génésique*», lancé en 1999 au titre de la coopération technique de projet-type, les spécialistes de la santé maternelle et infantile reçoivent une formation dans le domaine des soins obstétricaux d'urgence pour les mères enceintes ou allaitant. Cette formation s'inscrit dans le cadre d'une action pour améliorer les services de santé et de soins médicaux pour la mère et l'enfant. Concernant la pollution des eaux souterraines par l'arsenic (omniprésente au Bangladesh), la JICA participe à l'élimination de ce poison et au développement de ressources hydriques salubres. Dans le même temps, une aide a été fournie en association avec la Banque japonaise de coopération internationale (JBIC*) en vue de développer les villages agricoles et d'améliorer l'approvisionnement électrique.

L'extraordinaire essor des industries liées aux TI

Si l'Inde a connu ces dernières années une forte croissance économique, elle reste toutefois confrontée à de nombreux problèmes : la croissance démogra-



Formation basée à l'amélioration des industries textiles (Sri Lanka).

phique, la dégradation de l'environnement causée par la concentration dans les villes et l'existence d'un très grand nombre de pauvres, qui représentent pas moins d'un tiers de la population. Une mission de haut niveau sur la coopération économique et technique envoyée dans ce pays en mars 1995 a établi trois domaines prioritaires pour l'aide : l'amélioration des infrastructures économiques, la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement.

Le développement des industries associées aux TI participe à la croissance régulière et continue de l'économie. Néanmoins, la suppression des disparités économiques au sein même du pays et le développement d'autres industries restent préoccupants. Suite aux essais nucléaires souterrains conduits en mai 1998 par l'Inde et le Pakistan, le gouvernement japonais a répondu sans attendre en suspendant tout prêt et toute coopération financière non remboursable (à l'exception de l'aide d'urgence à caractère humanitaire et de l'aide financière non remboursable pour les petits projets locaux*). Les institutions financières participant au développement international ont par ailleurs décidé d'adopter une approche prudente dans l'octroi de fonds à ces deux pays. Pour des raisons d'urgence humanitaire toutefois, face au tremblement de terre qui a frappé Gujarat dans l'ouest de l'Inde en janvier 2001, une aide sous la forme d'équipes japonaises de secours d'urgence et d'un soutien aux efforts de reconstruction a été apportée.

Objectifs prioritaires : modernisation de l'infrastructure et protection de l'environnement

Une mission d'étude consultative annuelle envoyée au Népal en septembre 1997 a confirmé que la coopération dans ce pays devait être axée sur l'amélioration de l'infrastructure sociale, afin de réduire la

pauvreté, et sur la protection de l'environnement, notamment les mesures de lutte contre les catastrophes naturelles. Parallèlement à l'action complexe menée dans l'ouest du Népal pour la préservation des forêts et le développement des villages, une action plus large est conduite pour la prévention de la tuberculose et les soins de santé primaires. L'exercice 1999 a marqué le démarrage d'un « mini-projet pour la promotion de la sériciculture » (envoi d'une équipe d'experts). Suivant le plan national de développement à long terme de la sériciculture, il a pour objectif d'améliorer les techniques de production et de conservation des vers à soie, les compétences de gestion des agriculteurs en la matière et la capacité à diffuser ces techniques et ces compétences, ceci afin d'améliorer le revenu des agriculteurs pauvres dans les régions montagneuses.

Les actions de guérilla de groupes communistes maoïstes se sont multipliées ces dernières années au Népal, particulièrement dans les régions montagneuses. En 2000, la sécurité s'est détériorée. La

grande prudence désormais recommandée dans l'exécution des projets japonais passe notamment par la prise de renseignements préalables sur la situation en matière de sécurité.

Extension de la coopération technique au secteur social

Au cours de l'exercice 1995, la JICA a mis sur pied un groupe d'étude de l'aide au développement au Pakistan. Ce dernier a fait des propositions sur la manière dont l'aide devrait être fournie à l'avenir dans les secteurs sociaux. Des apports de coopération financière non remboursable ont été fournis ces dernières années pour la construction de centres de santé maternelle et infantile et de locaux destinés à la formation d'enseignantes. Des actions ont été lancées en 1996 au titre de la coopération technique de projet-type dans le cadre du « projet de santé maternelle et infantile ». Ainsi, des experts ont été détachés pour

Sur le terrain

Amélioration des conditions de travail dans les plantations de thé

Sri Lanka

Efforts pour améliorer la vie des ouvriers

◆ Les ouvriers sont en majorité des Tamouls
Le thé est principal au Sri Lanka. Répartis dans 500 grandes plantations, quelque 550 000 ouvriers produisent en effet chaque année 30 000 tonnes de thé, dont l'essentiel est destiné à l'exportation et rapporte 70 millions de roupies convertibles en devises étrangères.

La plupart des ouvriers de ces domaines et plantations sont des descendants des Tamouls qui ont travaillé le détroit de Palk à partir des districts du sud de l'Inde pour déboucher à la fin de la seconde guerre mondiale dans les années 1940. Ils vivent au sein même des plantations dans des blocs ouvriers de « corridors » et partent le travail. En semaine, les femmes cueillent les feuilles de thé pendant que les hommes travaillent au domaine. En fin de semaine et durant les vacances, tous se rendent en pèlerinage visiter les temples consacrés aux deux hindous.

◆ Les activités dans les domaines constituent un aspect de défis pour les JOCV

Les domaines sont d'importants sites touristiques pour le Sri Lanka : chaque année, 400 000 touristes viennent visiter le « haut pays », qui est la région de culture du thé, et profiter des vues spectaculaires depuis les domaines et de la fraîcheur du climat.

Toutefois, le niveau de vie des ouvriers travaillant dans ces domaines passe pour être l'un des plus faibles au Sri Lanka. Des membres des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) ont tenté après d'arrêter les services et installations requis pour répondre aux besoins essentiels des ouvriers travaillant dans les domaines : logement, santé et hygiène, éducation. L'intervention de volontaires dans ces domaines est une première qui a pu être accomplie uniquement grâce aux réalisations passées des JOCV dans le pays et au degré élevé de satisfaction que celles-ci ont suscité.

Envoi de JOCV



JOCV enseignant à des enfants tamouls

Les JOCV intervenant dans les domaines ont plusieurs défis à relever. Les ouvriers partent en effet le travail, langue qui n'est pas enseignée au Japon. Et leurs cultures diffèrent de celles des Anglais, qui sont majoritaires au Sri Lanka.

En consultation avec les propriétaires des domaines, des volontaires JOCV ont entré au cours de l'exercice 2000 une action visant à améliorer le quotidien des travailleurs et leur cadre de vie. Dans le même temps, ils participent avec les intéressés à des discussions sur les moyens d'étendre encore leurs activités. Les JOCV espèrent voir les fruits de leurs efforts dans cinq à dix ans.

(Bureau de la JICA au Sri Lanka)

l'alphabétisation et l'éducation des femmes. Le Forum du développement au Pakistan en mars 2001 a également confirmé la nécessité d'œuvrer pour la reconstruction de l'économie et la démocratisation. Dans ce dernier domaine, la JICA apporte son aide en invitant des stagiaires à venir étudier les systèmes administratifs au Japon.

En signe de protestation face aux essais nucléaires, les mêmes mesures qui avaient été appliquées pour l'Inde l'ont été pour le Pakistan dès mai 1998.

Le développement régional comme solution aux conflits religieux et ethniques

Au Sri Lanka où les revenus et le niveau d'éducation sont relativement plus élevés que dans d'autres

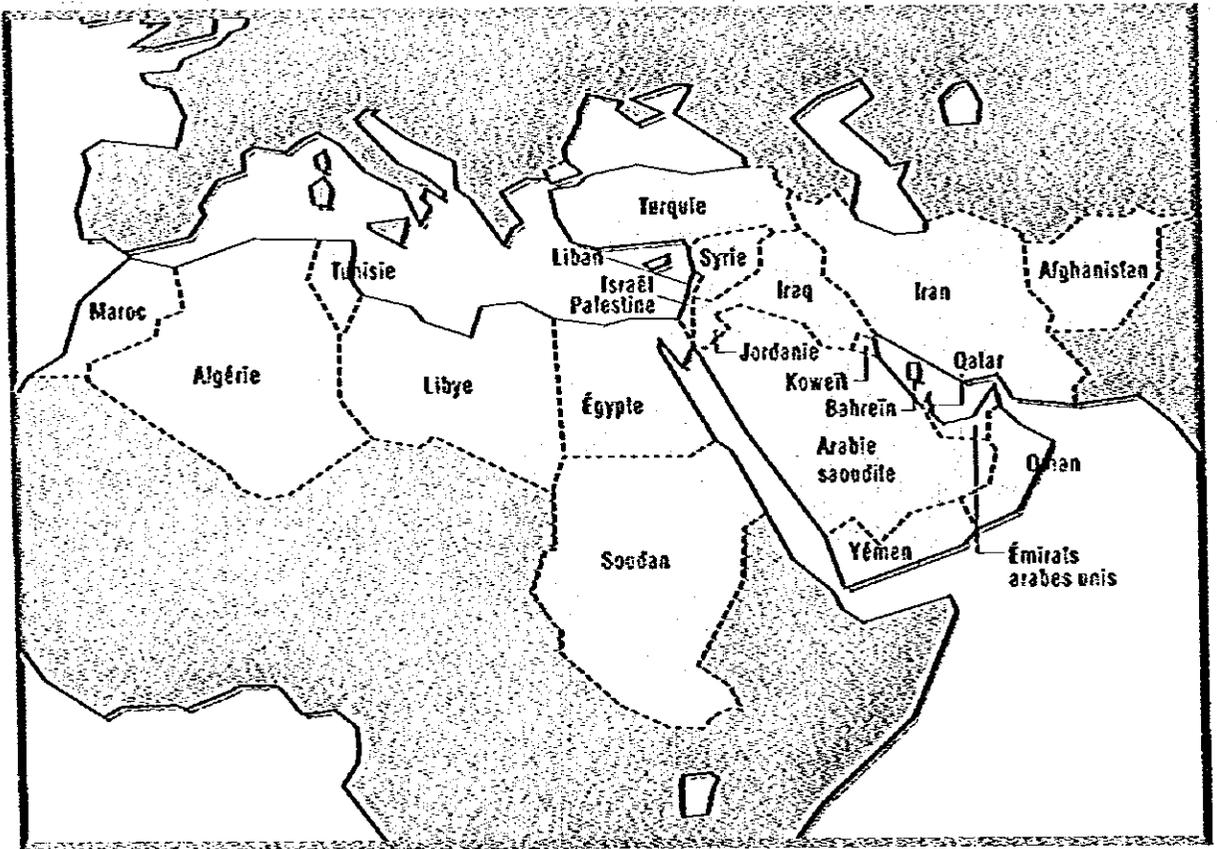
pays de la région, il est dans une certaine mesure facile de mettre en place des actions de coopération technique. Le développement des infrastructures économiques réalisé grâce à des prêts en yens* se déroule bien et nous devons faire en sorte d'assurer une meilleure coordination avec des actions de coopération technique telles que les études de développement et l'envoi d'experts. À titre d'exemple, citons deux projets lancés au cours de l'exercice 2000 et combinant études de développement avec une aide sous forme de prêts : « projet de modernisation du réseau d'adduction d'eau de Colombo » et « projet d'extension de l'aéroport international Bandaranaike ».

La guerre civile rend la fourniture d'aide impossible dans les districts du Nord et, dans les régions où elle est apportée, une grande prudence s'impose en termes de sécurité.

Chapitre 2



Moyen-Orient et Maghreb



État actuel du développement régional

Diversité des contextes économique et politique

La région du Moyen-Orient et du Maghreb, qui comprend 22 pays, s'étend de l'Afghanistan à l'est au Maroc à l'ouest, et du Soudan au sud à la Turquie au nord.

La plupart des pays de cette région ont un climat aride ou semi-aride, à l'exception de la mer Rouge et du golfe Persique, où règne une forte humidité, de l'Afrique du Nord qui jouit d'un climat méditerranéen et de la partie sud de la péninsule arabique, qui bénéficie d'un climat de montagne.

Dans les systèmes politiques, on trouve des monarchies et des émirats, des républiques séculaires et une république islamique proclamant la prééminence des préceptes religieux. Les disparités économiques entre les pays de cette région sont considérables. Alors que les États du Golfe et les pays d'Afrique du Nord recèlent d'impressionnantes ressources en pétrole ou en gaz naturel, des pays comme le Soudan ou le Yémen, en retard par rapport à l'exploitation de telles ressources, sont classés parmi les pays les moins avancés (PMA)*.



JICA donne des cours sur l'art à la « Maison des jeunes » (Tunisie).

Diversité des conditions de développement

Plusieurs pays du Moyen-Orient ont une histoire très ancienne, bien antérieure à l'ère chrétienne et les contextes sociaux et culturels sont donc très variés. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la région a connu de nombreux conflits, notamment quatre guerres entre Israël et les pays arabes, le conflit du Liban, la guerre civile en Afghanistan, la guerre Iran-Iraq et la guerre du Golfe.

Si le Moyen-Orient est une région contrastée, le tableau du développement l'est tout autant. Ainsi, les États du Golfe se sont appuyés sur les énormes recettes résultant de l'exploitation pétrolière pour se détacher sur le plan économique et social. Si ces pays ont atteint des niveaux élevés concernant les infrastructures* mises en place, plusieurs d'entre eux demeurent toutefois tributaires de techniciens et d'ingénieurs étrangers. La première priorité pour ces pays consiste donc à former du personnel afin d'étayer leurs efforts de construction nationale.

D'autre part, dans plusieurs pays connaissant des difficultés économiques, la fourniture de services liés aux besoins essentiels de l'être humain (BEEH)* reste insuffisante, notamment pour ce qui est des soins de santé primaires et la distribution d'eau potable.

Principes fondamentaux de l'aide de la JICA au Moyen-Orient et au Maghreb

La JICA intervient en particulier dans les domaines du développement préférentiel dans tout le Moyen-Orient, notamment de la gestion des ressources en eau, la protection de l'environnement et la promotion de l'industrie. Parallèlement, du fait de la diversité politique, économique et sociale de la région, la coopération doit être planifiée de manière à prendre en compte la situation particulière des différents pays.

Dans le cadre du soutien au processus de paix au Moyen-Orient, principal problème dans la région, la JICA apporte une aide technique élargie à la Palestine. Une des principales parties au processus

par le biais d'une coopération financière non remboursable pour les BEEH (soins de santé et éducation) et par l'envoi de stagiaires. Un soutien est également fourni aux pays voisins, tels que l'Égypte et la Jordanie.

En Arabie saoudite et dans les autres pays producteurs de pétrole, la JICA apporte son soutien aux efforts de diversification économique, afin que ces pays s'affranchissent de leur structure économique fondée exclusivement sur cette ressource. La coopération est encore plus particulièrement la formation d'ingénieurs et de personnel technique.

L'aide aux pays à revenu relativement faible comme la Tunisie et la Turquie est fondée sur une coopération technique axée sur la promotion de l'industrie.

Les pays à revenu relativement faible, comme l'Égypte, la Jordanie, la Syrie et le Yémen, bénéficient d'une aide financière non remboursable et d'une coopération technique. L'aide est axée sur la modernisation et le développement des infrastructures industrielles, ainsi que sur la satisfaction des BEEH, notamment dans le domaine de la santé.

En dehors d'appuis ponctuels de secours d'urgence et d'aide humanitaire, la Libye, le Soudan, l'Iraq et l'Afghanistan sont exclus de l'aide.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Une action de soutien en faveur de la paix au Moyen-Orient

Le Moyen-Orient est le théâtre de conflits régionaux et de guerres civiles, et l'interruption du processus de paix est le problème le plus urgent de cette région ces dernières années.

En septembre 1993, le gouvernement israélien et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) ont conclu l'accord d'Oslo, établissant pour les Palestiniens un territoire autonome à Gaza et dans une partie de la Cisjordanie, territoires occupés par Israël depuis la guerre des Six jours (1967). En mai 1994 est établie l'autorité intérimaire palestinienne autonome pour le peuple de Palestine. En septembre 1995, un nouvel accord entérine l'élargissement du territoire autonome de Palestine à la Cisjordanie. Suite aux élections législatives de janvier 1996, les institutions d'État sont créées. Après l'assassinat du premier ministre Rabin et l'élection de Netanyahu à la tête du gouvernement israélien, qui observe une attitude prudente par rapport au processus de paix, Ehud Barak accède au pouvoir en Israël en mai 1999. Alors que la communauté internationale nourrissait de grandes attentes, le processus de paix a été interrompu par des heurts entre forces israéliennes et palestiniennes en septembre 2000.

En assurant la présidence du Comité de travail sur l'environnement, qui est l'un des cinq comités (environnement, maîtrise des armements, développement économique, ressources en eau et réfugiés) formés lors des négociations de paix au Moyen-Orient en 1992 pour soutenir le processus de paix, le Japon a participé activement aux discussions multilatérales. Le Japon apporte par ailleurs son soutien par le biais d'organismes multilatéraux et par la JICA.

Dans le cadre du soutien aux travaux du Comité sur l'environnement, la JICA organise en Jordanie un



Élèves d'une école élémentaire dansent au rythme d'un chant japonais sous la direction d'un JOCV (Syrie)

programme de stage dans un pays tiers* qui s'adresse également à la Palestine, l'Égypte et l'Israël. À cette occasion, des conférenciers du Japon, des États-Unis, du Canada et de l'Union européenne sont invités à prendre part à la formation axée sur le renforcement des techniques et des compétences en matière de loi sur l'environnement et son application. Parallèlement, la JICA étudie les domaines possibles de coopération technique, afin de renforcer les relations de confiance avec les pays concernés. Du reste, la JICA a fourni une coopération technique dans le secteur de la formation professionnelle par l'intermédiaire de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

Depuis 1997, l'aide au développement des ressources humaines en Palestine comprend différentes actions de formation. Le Japon accueille des participants palestiniens dans des programmes de formation professionnelle et d'administration. Des stages en pays tiers* sont organisés en Palestine pour la Jordanie et l'Égypte afin de former des techniciens supérieurs en télécommunications, en entretien de l'équipement médical, et en électricité.

Au cas où le processus de paix reprendrait, la JICA prévoit d'apporter une aide destinée à l'amélioration de l'infrastructure de base et au renforcement des compétences administratives du gouvernement.

Mesures du programme de coopération nippon-saoudien

Afin d'élargir les relations entre le Japon et l'Arabie saoudite, un accord a été conclu en octobre 1998 entre les deux pays, sur l'extension de la coopération dans les cinq domaines énoncés dans le programme de coopération nippon-saoudien : enseignement et développement des ressources humaines ; environnement ; soins médicaux, science et techno-

logie ; culture et sport et enfin, investissement et coentreprises.

La JICA apporte son aide dans les trois premiers secteurs du programme de coopération. Dans le domaine de l'éducation, nous contribuons au développement des ressources humaines par la formation de personnel enseignant au Centre de développement de l'enseignement technique en électronique, de techniciens supérieurs au Collège technologique de Riyad, et bientôt, par l'apport d'une coopération technique pour la formation de mécaniciens d'automobiles.

Dans le domaine de l'environnement, nous conduisons diverses études de développement : l'«étude des habitats côtiers/marins et inventaires biologiques de la partie nord de la côte de la mer Rouge» et l'«étude de la surveillance de l'environnement dans le golfe Persique». Nous participons également à une recherche en coopération* dans le cadre du «projet

d'étude conjointe sur les écosystèmes et la biodiversité* pour la préservation des forêts de genévriers».

Pour compléter ces aides, la JICA a publié en janvier 2001 son plan de promotion du dialogue interculturel et de la coopération dans le domaine des ressources en eau et du dialogue politique élargi. La JICA a par ailleurs lancé son «plan directeur de développement des ressources en eau renouvelables dans le sud-ouest de l'Arabie saoudite» en envoyant des experts lors d'un séminaire pour les États du golfe Persique. Une coopération est aussi prévue dans le domaine de l'archéologie.

Débuts de coopération dans le secteur des TI

En 2000, la JICA a envoyé une mission d'étude en Jordanie – qui est devenue ainsi le premier pays du

Sur le terrain

Centre de formation professionnelle pour les femmes

Jordanie

Ouverture prochaine d'un cours sur la photographie dans le cadre de la formation professionnelle

Envoi de volontaires seniors

Une formation professionnelle spécialement destinée aux femmes

Pardès tout d'abord le décor : le centre est construit au sommet d'une colline désolée de la cité de Zarqa, une localité située au nord-est d'Amman, la capitale. Depuis la colline, on peut voir vers le nord-ouest, la ville nouvelle, reculée sous la lueur des usines métallurgiques, et vers le nord-est, la vieille ville, traversée par le pollution des usines voisines qui couvre les passants d'une suie brune. Vers l'est, les paysages des Béchoums s'étendent jusqu'à la frontière syrienne. Sur ces terres, les berges et leurs chiens se bécotaient avec leurs trapeaux de cultivateurs.

Les femmes occupent souvent un emploi en Jordanie, et plus particulièrement si elles sont mariées. Le centre propose tout de même une formation dans plusieurs domaines : cosmétologie, couture, travaux de secrétariat et administratifs, et d'ordinateurs personnels.

Mise à profit de la position particulière des femmes

Actuellement, le centre est prêt à lancer un cours de formation à la photographie, le premier en son genre en Jordanie. En réalité, peu de femmes travaillent dans les magasins de photos d'Amman et de Zarqa. Aussi, la question s'est posée de savoir si le cours serait générateur de revenus. On peut lui faire répondre par oui à cette question.

Les femmes mariées souffraient avant des photos de leurs parents proches et éloignés. Or, il n'est pas socialement acceptable que ces photos soient prises dans des lieux publics ou dans des magasins dirigés par des hommes. On peut résoudre ce problème en demandant à des femmes de prendre les photos.

Ce cours doit être mis en place il y a environ cinq ans en Jordanie et doit être unique en son genre parmi les États arabes voisins. Toutefois, malgré l'en-



Examen de l'équipement photographique par un talibé et un volontaire japonais d'un centre international.

troussisme initial, le séle de cours est décliné, le sable bégayé par les forts vents du désert s'élevaient par les grandes terres mal coupées.

Des appels d'offres internationaux ont été passés pour l'équipement de la salle de classe avec comme date butoir le 20 février 2001. Le classement des propositions est terminé et l'on attend plus que la décision finale. L'équipement étant adossé à la dette correspondante, il n'est pas encore possible de préciser le début effectif des cours.

Le temps s'écoule comme les vents jordaniens, et l'on continue d'admirer les courbes de sable sur le désert en espérant que les installations seront bientôt terminées.

(Sous la JICA en Jordanie)

Moyen-Orient à accueillir une mission dans le secteur des technologies de l'information (TI). La coopération de l'Agence dans le domaine des TI porte par ailleurs sur la mise au point de matériels pédagogiques multimédia et la promotion d'activités communautaires visant à réduire le fossé numérique*. En collaboration avec la Banque mondiale, la JICA apporte son soutien au Centre GDLN (Centre d'information et de formation relié au réseau mondial de formation pour le développement) de l'université de Jordanie.

Promotion de la coopération Sud-Sud*

De nombreux pays du Moyen-Orient entreprennent eux-mêmes, à partir de leur propre expérience en matière de développement, des actions avec d'autres pays, dans le cadre de la coopération Sud-Sud*. La JICA soutient activement les efforts de ces pays,

essentiellement par des stages dans un pays tiers*. Une formation de ce type est organisée dans plus de 20 pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale, notamment l'Égypte, la Jordanie, la Turquie, le Maroc et l'Arabie saoudite.

Soutien pour leur retour à l'autonomie des victimes du tremblement de terre en Turquie

Face au tremblement de terre qui a frappé le nord-ouest de la Turquie en août 1999, le Japon a envoyé une équipe de secours d'urgence, une équipe de sauveteurs, une équipe médicale et une équipe d'experts dans le domaine de la protection contre les séismes. Un approvisionnement d'urgence et une coopération financière non remboursable ont par ailleurs été fournis. Pour l'aide urgente aux victimes

Sur le terrain

Soutien à la réhabilitation d'écoles pour enfants handicapés

Maroc

Approfondissement des échanges avec les enfants handicapés

Envoi de JOCV et aide financière non remboursable pour les petits projets locaux (APL)*

♦ Efforts souterrains de handicaps suite à la pollution de la circulation

Le Maroc se caractérise par des aspects modernes et par des aspects sous-développés communs aux pays en développement (PED) : le pays est en particulier confronté à de nombreux problèmes dans des domaines tels que les soins de santé, faible société, environnement et l'éducation.

Si l'on a tendance à considérer la pollution comme une maladie du passé au Japon, elle prive de nombreux enfants marocains de l'usage de leur corps. L'augmentation du nombre de voitures s'est par ailleurs accompagnée d'une augmentation rapide du nombre d'accidents de la circulation et le taux de décès par habitant lié à ces accidents est le même qu'au Japon.

On trouve au Maroc deux écoles pour les enfants d'âge scolaire (6 à 18 ans) souffrant d'incapacités des membres inférieurs suite à la pollution ou à des accidents de la circulation. Créée en 1986 dans l'école d'Ourzazgat, un institut japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) participe à la réhabilitation des enfants handicapés.

Le JOCV approfondit les échanges avec les enfants de diverses manières : fourniture de repas, conseils médicaux et activités parascolaires. Il fournit en outre des conseils sur les techniques de réhabilitation, telles que la physiothérapie et la fabrication de prothèses.

• Visite de l'école par le roi Mohamed VI et les membres de la famille impériale du Japon

En mars 2000, le roi Mohamed VI jure devant le peuple marocain une espérance et un amour profonds, à l'égard de l'école d'Ourzazgat. Pour la population, il a une dimension de la vie constitue un véritable événement et la suite s'est passée très vite dans la nuit de pour l'occasion. Le roi a échangé quelques mots avec des enfants et d'autres membres de l'assistance, et notamment avec le JOCV jure japonais dont la présence dans la suite a eu quelque peu de quoi le surprendre. En juin 2000, leurs Altesses le prince et la princesse Takamado ont



Leurs Altesses impériales le prince et la princesse Takamado visitent un atelier de production de membres artificiels.

également visité l'école d'Ourzazgat lors d'une visite officielle au Maroc.

L'école, qui suscite beaucoup d'intérêt dans de nombreux milieux, voit ses installations améliorées et agrandies par le biais du programme d'aide financière non remboursable pour les petits projets locaux* (APL) du gouvernement japonais et le lord Mohamed VI du gouvernement marocain. En présence de l'ambassadeur du Japon, une cérémonie a été célébrée en juin 1999 pour commencer la construction d'une passerelle couverte, financée dans le cadre du programme d'APL*.

Les enfants sont toujours nombreux à quitter l'école avec des degrés d'incapacité. Ces derniers risquent-ils de surmonter les difficultés qu'ils rencontrent dans la société marocaine ? C'est une question que ne peut simplement de poser le JOCV.

(Bureau de la JICA au Maroc)

du séisme, les habitations provisoires utilisées après le grand tremblement de terre de Hanshin-Awaji au Japon ont été mises à disposition. La JICA continue d'œuvrer avec les organisations non gouvernementales (ONG) afin de renforcer le soutien communautaire pour que les victimes puissent retrouver leur autonomie.

Istanbul n'a pas été gravement atteinte par ce séisme, mais il est fort probable qu'elle soit touchée par un autre séisme à plus ou moins long terme. Aussi, la JICA prévoit d'élaborer un plan de base pour la prévention des catastrophes à Istanbul à partir d'une étude de développement.



Équipe de secours d'urgence déployée dans l'ouest de la Turquie.

II

Chapitre 2

Moyen-Orient et Maghreb

État actuel du développement régional

Un développement socio-économique face à des difficultés croissantes

L'Afrique (on entend ici l'Afrique subsaharienne hors le Soudan) compte 47 pays en développement (PED) et s'étend sur 21,87 millions de km². Caractérisée par un climat varié, elle comprend essentiellement des zones désertiques arides et une forêt tropicale dense et humide.

Bien que la plupart des pays africains aient obtenu leur indépendance au cours des années 60, beaucoup d'entre eux, en raison des modes de gestion agricole de l'ère coloniale, ont hérité d'une structure économique fondée sur la monoculture de quelques produits primaires. Des vagues de sécheresse, des modifications de l'environnement naturel et des fluctuations des cours mondiaux peuvent ainsi avoir des répercussions immédiates sur les fondations économiques de l'État et se traduisent par des structures économiques fragiles.

Comme une grande part de la population n'a pas accès à l'éducation de base, les pays africains



Villagers accueillant une mission d'étude de la JICA (Sénégal).

manquent de ressources humaines pour leur développement. Depuis leur indépendance, ils ont donc été confrontés à de nombreuses difficultés qui entravent leur développement socio-économique.

Deux PMA sur trois sont africains

De nombreux pays africains ont accédé à l'indépendance pendant les années 60 et sont parvenus à cette époque à un bon taux de croissance dans un environnement économique caractérisé par la stabilité des cours des produits primaires à l'exportation, en bénéficiant de l'aide fournie par les pays industrialisés. La tendance est toutefois à la stagnation depuis les années 70 en raison de plusieurs facteurs : la chute des cours des produits de base ; la crise du pétrole ; l'échec des politiques économiques ; l'instabilité des régimes politiques ; la sécheresse, les inondations et la gravité des changements climatiques ; les conflits régionaux et les guerres civiles. De nombreux pays ont contracté de très gros emprunts au cours des années 70 pour maintenir revenus et investissements à flot, mais

II

Chapitre 3 Afrique

Principes fondamentaux de l'aide de la JICA

de l'Afrique

L'Asie de l'Europe et des États-Unis n'a pas augmenté de manière significative depuis la fin de la guerre froide et les pays africains se sont donc de plus en plus tournés vers le Japon.

Dans le même temps, sur le plan de la politique internationale, le Japon a organisé la première Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD I) en 1980 et la deuxième TICAD (TICAD II) en 1988. Ces conférences avaient pour objet de souligner l'importance du développement africain pour la communauté internationale et de mieux faire connaître cette région et de mieux la soutenir.

S'appuyant sur les lignes directrices de l'aide

spécialisée pour l'Afrique présentées lors de ces conférences, la JICA a décidé que l'objectif ultime du développement africain devait être la réduction de la pauvreté. L'Agence s'efforce donc actuellement d'améliorer la formation des ressources humaines des PED et la capacité à formuler et mettre en œuvre des politiques dans les domaines suivants :

- (1) Développement social axé sur l'éducation, la santé et les soins médicaux, et l'approvisionnement en eau ;
- (2) Développement agricole prenant en considération la sécurité alimentaire et les couches les plus démunies de la société ;
- (3) Développement et renforcement des institutions

économique de marché qui contribuent au développement du secteur privé ;

- (4) Démocratisation comme base du développement, de la prévention des conflits et de la reconstruction après les conflits*.

L'aide dans ces domaines sera fournie en exploitant la coopération Sud-Sud, faisant appel à l'expérience de l'Asie en matière de développement et la coopération inter-régionale s'exprimant à partir des plates-formes régionales. Nous participons en outre activement au processus de réduction de cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (ESLP) et de programmes sectoriels s'appuyant sur la coordination de l'aide.

depuis les années 80, la croissance du produit national brut (PNB) a été négative en termes réels, si bien que leur dette extérieure a pris des proportions gigantesques. Les ressources financières normalement consacrées au développement et aux services publics ont alors dû être utilisées pour payer la dette et les fonds manquent pour assurer normalement les services sociaux.

Conséquence de la baisse de croissance économique et de la lourde dette, sur les 48 pays les moins avancés (PMA)* dans le monde, 32 sont africains et environ deux personnes sur cinq vivent dans le dénuement absolu, avec moins d'un dollar par jour.

L'appui à l'Afrique dans une période d'évolution

Les pays africains prennent actuellement un tournant politique et économique décisif.

Sur le plan politique, de nombreux pays s'étaient dotés après l'indépendance d'un système de gouvernement fortement centralisé chapeauté par un chef charismatique afin de préserver l'unité nationale, et beaucoup étaient en fait dirigés par une junte militaire ou une dictature à parti unique. Toutefois, depuis l'effondrement de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide, sous l'influence des exigences exprimées par les pays donateurs*, une tendance à la démocratisation et à l'adoption du multipartisme se manifeste. L'an 2000 a marqué un progrès vers la démocratisation, avec notamment le changement de régime sans heurts au Sénégal, mais l'on reste toutefois préoccupé par l'escalade des conflits dans de



Formation du personnel de santé maternelle et infantile (Ghana).

nombreux pays secoués par de nouveaux troubles politiques ou la poursuite de la guerre civile.

Dans le domaine économique, de nombreux pays ont subi un effondrement sur le plan économique et financier. Depuis les années 80, des efforts ont été accomplis sous la conduite de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) pour l'adoption de politiques économiques intégrant des mesures d'ajustement structurel*. L'objectif est de s'écarter d'une politique économique dirigée, contrôlée par le secteur public, et de passer à une économie stimulée par des investissements et des activités de marché, afin de s'ouvrir aux échanges, d'assainir les finances gouvernementales et d'améliorer la balance internationale des paiements. Dans plusieurs pays, notamment l'Ouganda, le Ghana et le Burkina Faso, les efforts de réforme économique ont ainsi entraîné une croissance économique stable et ont été salués par la communauté internationale. Dans de nombreux pays cependant, les mesures administratives, fiscales et gouvernementales qui s'appuient sur une libéralisation et une privatisation rapides de l'économie ont eu des effets néfastes sur les pauvres en abaissant le niveau des services sociaux et en aggravant le chômage. Depuis les années 90, de plus en plus de pays africains demandent que le développement soit mené en parallèle avec une réforme de l'ensemble de la structure économique qui prenne en compte les répercussions sociales des réformes et fasse une large place aux avantages pour les couches défavorisées.

Les donateurs réexaminent le partenariat du développement dans une perspective globale en intégrant non seulement le secteur public, mais aussi la population locale qui a été jusqu'ici récipiendaire des services sociaux, ainsi que les organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé. Afin d'éviter que différents donateurs travaillent sur des



2000 Réaliser une enquête dans un village (Sénégal).

projets distincts en mobilisant à chaque fois les ressources limitées du PED concerné, une méthode globale de développement sectoriel est maintenant adoptée. Elle comprend deux étapes : tout d'abord, en collaboration avec le PED, élaboration de thèmes sectoriels spécifiques, de stratégies de développement et de plans d'affectation budgétaire, puis mise en œuvre de l'aide pour l'ensemble du secteur suivant un plan précis. Des CSLP sont par ailleurs formulés de

plus en plus souvent. Un CSLP est un plan de développement économique et social sur trois ans axé sur la réduction de la pauvreté. Ces cadres sont élaborés avec la participation d'un grand nombre d'individus et d'organisations interdépendants, tels que donateurs, ONG, grand public et secteur privé. L'approche du développement en Afrique a donc atteint un tournant décisif ces dernières années, dans le droit fil de la réforme politique et économique.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Bilan de l'aide

Au cours de l'exercice 2000, la JICA a fourni une aide à 41 pays africains ; ce chiffre concerne tous les pays de la région à l'exception de la Somalie, du Libéria et des Comores. Près de 14 % de la valeur totale de la coopération technique de la JICA est consacré à l'Afrique. L'Afrique occupe par ailleurs une place particulièrement importante dans le programme des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) : environ un JOCV sur quatre a été envoyé en Afrique au cours de ce même exercice.

Exploitation du « Plan d'action de Tokyo » de la TICAD II

La deuxième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD II) a été organisée en commun par les Nations unies et le gouvernement japonais en octobre 1998. Suivie par des représentants de 80 pays, de 40 organismes internationaux et de 22 ONG, elle a vu l'adoption du « Plan d'action de Tokyo », un plan qui vise à établir le calendrier de base de la coopération en Afrique à l'avenir. Compte tenu de ce Plan d'action et consciente



Stagiaire participant à un festival d'échanges internationaux organisé par la préfecture de Kagoshima.

de ce que l'objectif ultime du développement en Afrique est la réduction de la pauvreté, la JICA contribue activement sur ce continent au renforcement des capacités* dans chacun des domaines prioritaires résumés ci-dessous.

En 2001, il est prévu que la TICAD se réunisse au niveau ministériel pour examiner l'évolution de l'Afrique depuis la TICAD II et élaborer une stratégie pour l'avenir. Compte tenu des résultats obtenus jusqu'ici, la JICA prévoit de participer activement au processus de la TICAD.

Principales approches

1. Soutien au développement des ressources humaines

Pour le développement des ressources humaines en Afrique, le renforcement des capacités des administrations et du secteur privé a un rôle encore plus important à jouer que dans les autres PED. C'est pourquoi il est indispensable de former du personnel capable d'assurer la gestion des organisations et des systèmes. Nous pensons que le principal défi à relever en Afrique réside dans le développement des ressources humaines et des institutions apparentées.

D'où notre engagement dans une coopération à long terme intégrant diverses formes d'assistance technique.

2. Promotion de la coopération interrégionale

La taille de l'économie et les capacités à gérer l'aide diffèrent d'un pays à l'autre. Aussi il n'est pas efficace de fournir une aide de manière identique à chacun d'eux. Dans une même région se posent par ailleurs de nombreux problèmes communs et des problèmes qu'il vaut mieux combattre ensemble pour atteindre les meilleurs résultats.

C'est pourquoi, en se fondant sur les résultats obtenus dans des pays prioritaires, la JICA pense que l'une des principales approches pouvant garantir une aide efficace réside dans la promotion de la coopération interrégionale et le soutien des pays voisins par le biais des capacités des organisations apparentées dans les pays partenaires.

Conformément à cette approche, la JICA assure la promotion de l'Institut africain pour le développement des capacités (AICAD) de l'université Jomo Kenyatta d'agriculture et de technologie du Kenya, un centre de recherche qui participe au développement des ressources humaines et diffuse des informations au bénéfice de la population de l'Afrique de l'Est. En Afrique de l'Ouest, la JICA appuie la coopération interrégionale dans le domaine de la formation professionnelle et de l'approvisionnement en eau au Sénégal.

Nous étudions les moyens de créer un cadre de coopération interrégionale au Kenya et au Ghana, afin de promouvoir des mesures de lutte contre les parasites en Afrique.

Sur le terrain

Programme intégré de coopération pour le développement social (Amélioration des revenus et de la santé)

Ghana

Lutte pour la réduction de la pauvreté par une aide diversifiée

◆ Combinaison de diverses formes d'aide pour réduire la pauvreté

Néon de l'Afrique de l'Ouest de 19 millions d'habitants, le Ghana a été le premier État du continent à accéder à l'indépendance (1947). Malgré bien des efforts pour se développer de manière régulière sur le plan social et économique, il connaît toutefois encore de nombreux problèmes de développement et notamment l'aggravation, dans certaines régions, du nombre de personnes vivant dans un état de pauvreté absolue.

C'est dans ce contexte que la JICA a officiellement commencé en avril 1979 son « Programme intégré de développement humain (PIDH) » — programme unique en son genre — afin de s'attaquer au problème de développement aux multiples facettes que constitue la pauvreté, en recourant à l'usage d' diverses formes d'aide. L'une des caractéristiques de ce programme est de ne pas recourir à une seule forme d'aide, comme c'est généralement le cas : il combine au contraire diverses formes d'aide pour s'attaquer à la pauvreté de manière globale et multidimensionnelle. La mise en œuvre du programme passe par ailleurs par la coordination avec les projets d'autres donateurs et ONG. Enfin, avec la participation active des résidents locaux et des autorités régionales de développement, la JICA étudie actuellement les aspects sociaux du programme tout en prenant en compte les politiques de réduction de la pauvreté du gouvernement ghanéen.

◆ La JICA intervient dans des régions connaissant un pourcentage

élevé de personnes vivant dans la pauvreté absolue

Jusqu'ici, la JICA a créé un secrétariat au sein du Comité de programme national de développement du Ghana : (i) choisi comme zones d'intervention prioritaire quatre districts de la province d'Upper East, qui compte une forte proportion d'individus vivant dans la pauvreté absolue, et (ii) commencé à intervenir à l'échelon local. Plus précisément, dans le cadre du programme d'habilitation communautaire, une série de mesures sont mises en œuvre en vue d'améliorer le statut économique et social des femmes en milieu rural. Ces efforts concernent le soutien aux activités de production non-agricole (fabrication de poteries et céramiques), l'amélioration de l'éducation primaire (création d'associations de parents et amélioration des chances d'accès à l'éducation pour les filles), l'amélioration des soins de santé primaires (recrutement pour abriter la croissance technique et l'ouverture d'un enseignement traditionnel pour les paysannes) et

Programme d'habilitation communautaire, envoi d'experts de la coopération technique, accès de stagiaires en formation technique, etc.



Il est grand temps que les femmes soient libérées des corvées d'eau.

renforcement de la sécurité alimentaire dans les ménages par la construction d'installations de stockage pour les récoltes.

L'envoi d'experts de la coopération technique contribue à renforcer l'administration du développement rural, notamment la tenue d'ateliers auxquels participent les résidents locaux et la formulation de programmes de développement à moyen terme par des agents de développement dans les districts concernés.

Par le biais du programme d'accueil de stagiaires, des membres du personnel du gouvernement de Ghana participent à des cours au Japon ou dans des pays tiers.

Dans le cadre d'un projet pilote, des machines sont installées au sein de la communauté près du marché local, pour la transformation des produits agricoles. L'objectif de ce projet est d'accroître les revenus des agriculteurs en augmentant la valeur ajoutée de ces produits. Le programme apporte par ailleurs une aide diversifiée : parallèlement à la coopération technique, il fait appel de manière efficace aux programmes de la coopération financière non remboursable (fonds de contrepartie ou aide financière non remboursable pour les petits projets locaux).

Pour que ces projets donnent des résultats rapides et favorables, il convient d'améliorer l'organisation et les systèmes du gouvernement du Ghana afin de renforcer les capacités du personnel dans le secteur de l'administration du développement et d'élargir le champ des activités possibles.

(Bureau de la JICA au Ghana)

3. Coordination de l'aide, CSLP et approches sectorielles

L'an 2000 a été riche en changements sur le plan de la coordination de l'aide. Avec le renforcement de l'initiative d'aide aux pays pauvres et lourdement endettés (initiative PPTE ou pays pauvres très endettés) en particulier, le processus de formulation des CSLP a connu des évolutions notables dans chaque pays. En attendant que ces derniers deviennent les politiques de développement communes à tous les donateurs, la JICA participe activement au processus de formulation tout en mettant l'accent sur la pratique de l'appropriation* du côté africain. L'Agence continue par ailleurs d'assurer le suivi de leur mise en œuvre, certainement le point le plus important après leur formulation.

Les approches « programmes sectoriels », qui sont étroitement liées au processus des CSLP, sont par ailleurs encouragées dans des domaines tels que l'éducation, la santé et l'agriculture, principalement dans les pays africains anglophones. Afin d'être encore plus efficace sur le plan de la coopération, la JICA s'efforce de clarifier le sens de son aide par rapport aux programmes sectoriels. L'Agence s'emploie aussi à résoudre des problèmes comme l'harmonisation des procédures du financement « panier » (méthode d'aide reposant sur l'établissement d'un fonds commun auquel participent tous les donateurs) et l'amélioration de la prévisibilité de l'aide. Dans ce cadre, la JICA a débuté en mars 2001 une étude sur le programme de soutien au développement du secteur rural et agricole en Tanzanie. En apportant son soutien à la formulation d'une stratégie de développement et d'un programme sectoriel dans ce domaine, l'Agence espère renforcer les capacités du gouvernement tanzanien.

4. Promotion de la coopération entre l'Asie et l'Afrique

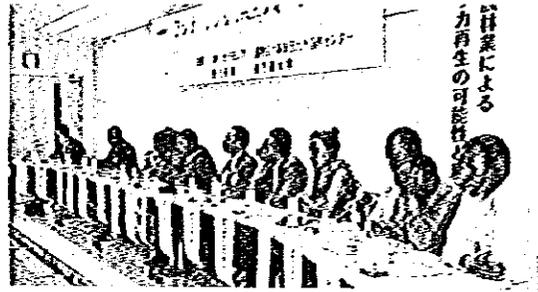
La coopération entre l'Asie et l'Afrique est une approche de l'aide résultant de la TICAD. Elle est fondée sur le partage avec l'Afrique de l'expérience du développement acquise en Asie.

La JICA souhaite poursuivre ses efforts afin de renforcer les relations de coopération entre les deux régions en organisant en Asie des cours pour l'Afrique et s'efforcer de répondre aux besoins africains dans les domaines où une aide de l'Asie est possible.

Thèmes importants

1. Développement social

Les cours dans les matières scientifiques et les mathématiques sont au cœur de la coopération



Des stagiaires de cinq pays de l'Afrique de l'Est ont participé au « Forum International Asie-Afrique pour le développement de l'Afrique ».

japonaise dans le secteur éducatif. Dans le prolongement de la coopération intégrée* (combinant coopération technique de projet-type, envoi de groupes de JOCV, et modernisation d'installations et d'équipements par des apports de coopération financière non remboursable) au Kenya, la JICA soutient actuellement l'enseignement des sciences et des mathématiques au Ghana par le biais d'une formation et d'un recyclage en groupe au Japon pour les professeurs de l'enseignement élémentaire et secondaire. En Afrique du Sud également, l'envoi d'experts est combiné à une formation au Japon et un appui à la recherche en vue de renforcer le système de recyclage du personnel enseignant.

En Tanzanie et en Zambie, la coopération concerne les soins de santé primaires (SSP) et l'action éducative des communautés locales. Afin de renforcer la qualité des soins et des services de santé, la JICA aide également à former des médecins praticiens. Concernant l'un des principaux problèmes en Afrique, à savoir les maladies infectieuses (HIV/sida, paludisme et tuberculose), la JICA prévoit, en plus des projets actuellement en cours au Ghana, au Kenya, en Zambie et au Zimbabwe, de renforcer son aide par le biais d'études de formulation de projet* conjointes entre le Japon et les États-Unis en Tanzanie visant à appliquer l'initiative d'Okinawa pour la lutte contre les maladies infectieuses», annoncée lors du sommet du G-8 Kyushu-Okinawa en juillet 2000.

Dans le domaine de la distribution de l'eau, nous nous efforçons d'étendre les projets d'alimentation au niveau régional auxquels nous participons activement depuis la TICAD I et de renforcer les capacités humaines nécessaires à l'entretien et la gestion des installations d'approvisionnement. Le « projet de formation en matière d'exploitation des eaux souterraines et d'approvisionnement en eau » (coopération technique de projet-type) réalisé en Éthiopie entre dans ce cadre. Ce projet s'adresse non seulement aux ingénieurs mais aussi aux comités de gestion de l'eau au niveau communautaire. Au Sénégal, nous avons assuré une formation par le biais d'un atelier interna-

tional pour les pays d'Afrique de l'Ouest destiné à souligner l'importance de l'entretien et de la gestion des installations hydrauliques et de la promotion de l'hygiène par la construction de puits. Nous prévoyons de mettre en œuvre des projets concrets afin d'appuyer ces programmes.

Dans les foyers africains, la production agricole, les tâches ménagères et l'éducation des enfants sont assurées principalement par les femmes. Elles ont cependant peu l'occasion de bénéficier des services d'enseignement et des autres services sociaux et sont donc défavorisées sur ce plan. Dans ses activités d'aide, la JICA veille à ce que les femmes bénéficient de ces services tout autant que les hommes. Afin d'améliorer notre action et d'encourager l'idée d'appropriation, nous nous efforçons d'introduire des méthodes de développement communautaire participatif⁴ en faisant participer les communautés locales

concernées dès les tous premiers stades de mise en œuvre.

2. Développement agricole

Les Africains sont pour la plupart des agriculteurs produisant juste assez pour leur propre consommation. Par conséquent, il est important de contribuer à réduire la pauvreté dans les districts ruraux et d'améliorer les conditions de sécurité alimentaire en relevant la productivité des petits exploitants et en garantissant des sources de revenus par l'introduction de cultures commerciales.

La JICA encourage la fourniture d'équipements de production agricole aux pays africains par le biais d'apports de coopération financière non remboursable et fournit une coopération technique visant à promouvoir la culture irriguée auprès des petits exploitants dans des pays comme le Ghana, la Côte d'Ivoire, la Tanzanie et le Kenya.

Sur le terrain

Projet de développement agricole et technique d'espèces indigènes

Malawi

Rétablissement par l'élevage de la quantité d'espèces endémiques produites dans le lac Malawi

Coopération technique de projet-type

◆ Chute des prises par la surexploitation accrue et la destruction de l'environnement

.....
 Bien que le Malawi soit situé à l'intérieur de l'Afrique de l'Est, le péage de ses lacs Partis attire le poisson et y trouve 60 à 70 % de leurs apports totaux.

.....
 Chaque année, 60 000 à 70 000 tonnes de poisson sont pêchées dans les lacs et les cours d'eau qui avoisinent le lac Malawi. Ces dernières années toutefois, suite à la surexploitation excessive et à la destruction de l'environnement, le nombre de prises stagne. Dans le même temps, comme la population augmente à raison de 3 % par an, la quantité de poisson consommée annuellement par personne est passée de 12 kg il y a deux ans à seulement 7 kg environ ces dernières années.

◆ Bénéfices des ventes couvertes au fonds pour le projet

.....
 Face à la stagnation de la production piscicole, le gouvernement du Malawi a décidé d'augmenter cette dernière par l'élevage. Le nombre d'espèces endémiques vivant dans le lac Malawi Partis est en principe très élevé et d'importants des espèces étrangères si l'on ne veut pas contrevaindre au principe de protection de la biodiversité.

.....
 La JICA a donc sélectionné certaines espèces endémiques aux fins d'élevage et s'est lancée dans la phase préliminaire d'un programme intitulé « projet de recherche de développement agricole et technique d'espèces indigènes » (mars 1996 à avril 1999) afin de mettre au point les techniques d'élevage appropriées.

.....
 À partir des données de base recueillies sur les trois ans de cette phase préliminaire, la JICA a lancé, en avril 1999, le « projet de développement agricole et technique d'espèces endémiques du lac Malawi ». Ce projet a un double objectif : définir une technologie de reproduction pour les cyprinidés considérés propres à l'élevage et affiner les techniques d'élevage du tilapia et du caride. Au cours des deux dernières années, le projet a contribué au développement technologique et à la fourniture de conseils dans les domaines de la reproduction, des techniques d'élevage, de fabrication d'aliments et des tests de fertilité. Les homologues



Les homologues sont désormais autonomes dans la conduite des activités.

du Malawi ont approfondi leurs connaissances et leur savoir-faire, et ils conduisent désormais une grande partie de ces activités de manière autonome.

.....
 Avec un PB par tête d'habitants de près de 200 dollars, le Malawi figure parmi les PMA et éprouve donc des difficultés à assurer le financement des institutions de recherche. Pour pallier cette situation, des ateliers et des séminaires ont été organisés par le Centre national d'élevage et de ses partenaires pour vendre aux pêcheurs et résidents des environs. Les bénéfices réalisés sont ensuite utilisés pour financer le projet. Actuellement, 5 000 dollars de bénéfices sont déposés dans le compte chaque année.

.....
 L'équilibre sociale et économique du Malawi est instable et il faut du temps pour assésir un projet. On espère que les efforts réalisés et soutenus, tant du côté du Malawi que du Japon, aideront au développement harmonieux du centre et contribueront à l'amélioration des conditions de vie des habitants du Malawi.

(Bureau de la JICA au Malawi)

3. Développement du secteur privé

La JICA s'emploie à former du personnel qui soit capable de contribuer au développement du secteur privé en modernisant et en consolidant le système d'économie de marché, mais aussi de promouvoir les investissements et les échanges, et enfin, d'encourager les petites et moyennes entreprises (PME). Elle apporte également son soutien par l'accueil de stagiaires (cours spécifiques au pays et à la région), l'envoi d'experts et la réalisation d'études de développement.

La modernisation de l'infrastructure – routes, ponts et électrification – est indispensable pour que l'économie et les investissements puissent se développer. Le soutien dans ce domaine est fourni essentiellement par le biais de la coopération financière non remboursable. La JICA participe par ailleurs, par l'envoi d'experts et l'accueil de stagiaires, au développement de ressources humaines capables d'assurer au mieux l'entretien et la gestion des installations après leur construction.

4. Bonne gestion des affaires publiques et consolidation de la paix

Prenant en compte les contextes historiques et culturels des pays africains, la JICA participe activement à l'adoption par ces derniers de principes de bonne gestion des affaires publiques⁴. Pour cela, il faut veiller à ce que les principes essentiels de constitutionnalisme, de démocratie, des droits de l'homme soient reconnus et renforcer l'obligation de rendre compte, ainsi que la transparence et l'efficacité des gouvernements, car tous ces principes sont à la base du développement.

En 2000, les membres du parlement de six nations (Kenya, Tanzanie, Zambie, Mozambique, Madagascar et Afrique du Sud) et des agents du gouvernement du Nigeria ont été invités à participer au Japon à un séminaire de la JICA sur les processus de consolidation du système démocratique et de développement économique. L'Agence prévoit d'étendre et de renforcer son aide dans ce domaine à l'avenir.

Afin d'élaborer des projets pouvant réduire les charges inhérentes à l'accueil de réfugiés dans ce continent tourmenté par les conflits, la JICA a conduit une étude de formulation de projet en Tanzanie, de concert avec le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR). Cette étude s'inscrivait dans le cadre d'une nouvelle initiative dans le domaine de la reconstruction après les conflits (consolidation de la paix).

5. Suivi de la visite du premier ministre japonais en Afrique

En janvier 2001, l'ex-premier ministre Yoshiro Mori a été le premier homme politique japonais de son rang à se rendre en Afrique. Dans son discours de politique générale, il affirmait la détermination du Japon à s'attaquer aux problèmes de l'Afrique en ces termes : « Le monde ne pourra connaître la stabilité ni la prospérité au 21^e siècle si les problèmes de l'Afrique n'ont pas été résolus ». Aussi, la JICA prévoit d'apporter son soutien par différents moyens : appropriation effective de la coopération en Afrique, promotion de la coopération Sud-Sud, mise en œuvre de mesures contre les maladies infectieuses telles que le sida et fourniture d'une aide dans le domaine des technologies de l'information (TI).